

HAÏTI UN AN APRÈS LA CATASTROPHE

« Je t'aime  
mon amour,  
je te rappelle »

Le séisme du 12 janvier a emporté l'ancien député québécois **Serge Marcil**. Sa femme, **Christiane Pelchat**, lui avait parlé quelques minutes avant le drame. Elle revient pour la première fois sur les moments atroces des jours et des semaines qui ont suivi. Émouvant témoignage porteur d'espoir.

AGNÈS GRUDA PAGES A2 ET A3



Christiane Pelchat et Serge Marcil, sur les eaux du lac Saint-François, à Saint-Anicet, quelques mois avant le tremblement de terre.

PHOTO NORMAND BLOUIN, COLLABORATION SPÉCIALE

DE QUÉBEC À PORT-AU-PRINCE

LA PETITE HISTOIRE D'UNE CARGAISON DE TENTES

PAGE A12

PAR TOUTATIS!

La Québécoise **Charlotte Le Bon** sera du prochain film d'Astérix, aux côtés de Gérard Depardieu et Catherine Deneuve.

ARTS ET SPECTACLES  
PAGE 1



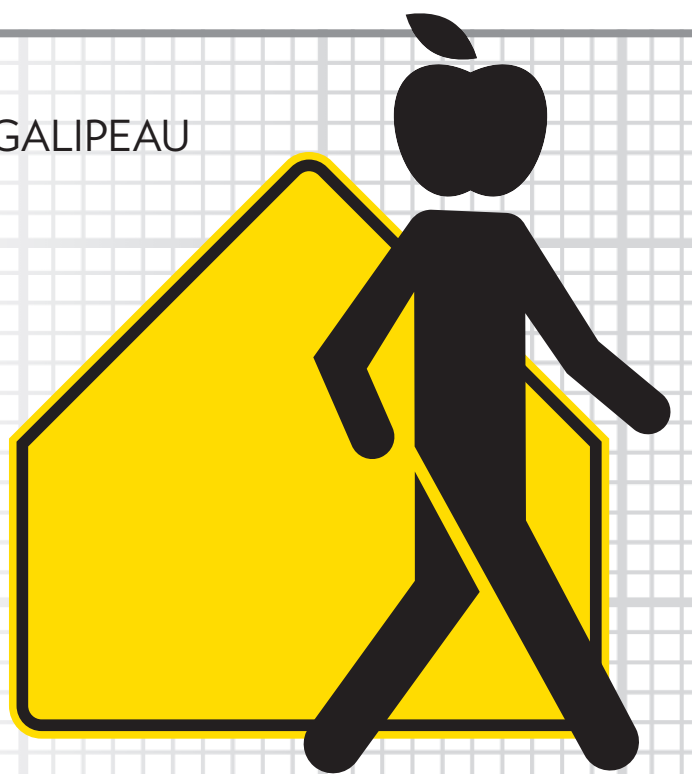
LA DÉSCOLARISATION

UNE GRANDE SÉRIE DE SILVIA GALIPEAU

L'ÉCOLE  
DE LA VIE

Ils s'instruisent à la maison. Façonnent leur éducation sans manuels au gré de leurs intérêts. Sans jamais mettre les pieds dans une école. Ce sont les enfants de la déscolarisation.

VIVRE PAGES 1 À 3



CHRONIQUE  
ET FORUM

MARIE-CLAUDE LORTIE  
SUR LE MOIS  
DES RÉGIMES

PAGE A7

FRANÇOIS CARDINAL  
ET SERGE CHAPLEAU  
SUR LES FUITES  
DES PUITES DE GAZ  
DE SCHISTE

PAGE A15



PITTSBURGH 1 - POULIOT 2 F



PHOTO PAUL CHIASSON, PC

Le Canadien résiste aux puissants Penguins grâce à deux buts de Benoît Pouliot, dont le filet gagnant en fusillade. Sur notre photo, Tyler Kennedy a effectué une glissade dans le filet du gardien Carey Price. SPORTS PAGES 1 À 3

LA PRESSE AFFAIRES

AU CŒUR  
DU BOOM MINIER

L'industrie minière est en pleine effervescence. Bilan 2010 et perspectives 2011 d'un secteur chaud, au Québec et ailleurs.

HUGO FONTAINE PAGES 2 ET 3

RENAULT  
PART EN GUERRE  
CONTRE LES  
ESPIONS

PAGE 6



Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE

Ne manquez pas la nouvelle série : *Les oiseaux ne se cachent plus pour mourir.*

Venez voir mon blogue! [cyberpresse.ca/laporte](http://cyberpresse.ca/laporte)

PHILIPPE CANTIN

SUR LE RÔLE DE PIERRE GAUTHIER SPORTS PAGE 2

**LASIK MD**  
Nous fêtons les 20 ans du LASIK

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À partir de

**490\$** par œil\*

LASIK 100% laser disponible

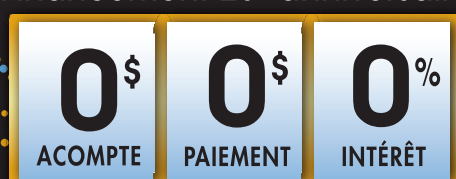


Dr Pierre Demers  
M.D., FRCSC  
Plus de 40 000 interventions

Dr Avi Wallerstein  
M.D., FRCSC  
Plus de 50 000 interventions

Dr Mark Cohen  
M.D., FRCSC  
Plus de 50 000 interventions

Financement 20<sup>e</sup> anniversaire



VOYEZ MAINTENANT, PAYEZ EN 2012!†

Consultation GRATUITE : 1 877 768-9888  
LAVAL | MONTRÉAL | BROSSARD

\* Les prix peuvent changer sans préavis et peuvent varier selon la prescription. Correction personnalisée à 1750 \$ par œil. Applicable sur une chirurgie des deux yeux seulement. † Sous réserve d'approbation de crédit de Services de cartes Desjardins. Pour être admissibles, les patients doivent réserver la date de leur chirurgie avant le 15 janvier 2011 et compléter leur chirurgie avant le 28 février 2011. Cette offre s'applique uniquement au traitement personnalisé des deux yeux. Ne peut être combinée à aucune autre offre.

## HAÏTI UN AN APRÈS LA CATASTROPHE

C'est un enchaînement de hasards qui a conduit l'ancien député québécois Serge Marcil à l'hôtel Montana, à Port-au-Prince, dans l'après-midi du 12 janvier 2010. Il y a laissé non seulement sa vie, mais aussi ses rêves pour un pays malmené qu'il adorait, envers et contre tout. Un an plus tard, sa femme, Christiane Pelchat, se souvient des jours atroces qui ont suivi le séisme. Choquée par le peu de progrès accompli depuis, elle reste convaincue qu'il y a aujourd'hui de l'espoir en Haïti.



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Quelque 200 personnes ont été tuées dans l'effondrement de l'hôtel Montana (notre photo), dont Serge Marcil.

# « SERGE ÉTAIT EN AMOUR AVEC HAÏTI »



AGNÈS GRUDA

Il était environ 16 h 20, le mardi 12 janvier 2010, quand Christiane Pelchat a eu son mari, Serge Marcil, au bout du fil.

L'ancien député québécois, devenu vice-président de la firme québécoise SM International, venait d'arriver à Port-au-Prince, où il devait assister à une série de rencontres organisées par l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international.

Quand le téléphone a sonné, il se dirigeait en auto vers l'hôtel Montana, après une rencontre avec ses partenaires haïtiens.

« Pourquoi le Montana ? Pourquoi pas le Karibe ? » a demandé la présidente du Conseil du statut de la femme. Puis elle a proposé de rejoindre son mari pour quelques jours de vacances à Jacmel, la semaine suivante. Après tout, cette mission haïtienne avait été décidée à la toute dernière minute et avait forcé le couple à annuler un projet de voyage au Sénégal.

Serge Marcil était ravi à l'idée de ces retrouvailles haïtiennes. « Je t'aime, mon amour, je te rappelle », a-t-il dit avant de raccrocher. Ce devait être leur dernière conversation. À 16 h 53,

un séisme de magnitude 7 à l'échelle Richter a fait trembler Haïti, plongeant ce pays, pourtant habitué aux coups du sort, dans une catastrophe d'une ampleur jamais vue.

La chambre 506 où logeait Serge Marcil se trouvait dans le tronc central du Montana, qui a littéralement imploré sous la secousse. Quelque 200 personnes ont été tuées dans l'effondrement de cet hôtel quatre étoiles. Serge Marcil faisait partie des victimes.

#### Faux espoirs

Pendant les 10 jours qui ont suivi le séisme, Christiane Pelchat a vécu le supplice des faux espoirs. Dans le chaos, une bénévole de l'ONU avait inscrit, par erreur, le nom de

Serge Marcil sur la liste des rescapés qui ont été évacués vers la Floride.

Le 14 janvier, Christiane Pelchat s'est donc envolée vers Miami – pour apprendre que son mari ne s'y trouvait pas. Et qu'il faisait toujours partie des disparus.

Quelques jours plus tard, nouvel espoir : quelqu'un a cru reconnaître Serge Marcil sur une photo de rescapés du Montana. L'homme portait le même pantalon, la même chemise et les mêmes chaussures, il avait le même front dégarni. Mais ce n'était pas lui.

Le 22 janvier, défiant les avis d'Ottawa qui la sommait de rester au Canada, Christiane Pelchat a trouvé une place à bord d'un vol humanitaire vers

Port-au-Prince. Le soir même, le corps de Serge Marcil a été retrouvé sous les décombres.

Quand je l'ai rencontrée, quelques jours plus tard, Christiane Pelchat attendait l'identification officielle du corps de Serge Marcil, pour pouvoir le rapatrier au Québec. Je l'ai retrouvée chez les amis qui l'hébergeaient dans leur maison de La Boule, en haut de Pétienville. Elle était anéantie.

Elle m'a montré des photos de son mari sur son iPhone. Avant de confier, les yeux dans l'eau : « Serge, c'est le cadeau que la vie m'a donné. »

#### L'amour d'Haïti

Christiane Pelchat a beaucoup hésité avant d'accepter de revenir sur ces jours

**Les maîtres de la désinformation**

CE SOIR 19 h  
LE CANAL MASQUÉ  
NOUVELLES ÉMISSIONS

AVEC LES JUSTICIERS MASQUÉS ET RICHARD Z. SIROIS  
EN MANCHETTE : DÉCEPTION AU GALA DES DEROME ET CONTROVERSE D'APRÈS-GALA  
INVITÉS : RICHARD MARTINEAU ET HERBY MOREAU

telequebec.tv

Télé-Québec  
L'AUTRE TÉLÉ

## HAÏTI UN AN APRÈS LA CATASTROPHE



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Pendant les 10 jours qui ont suivi le séisme, Christiane Pelchat a vécu le supplice des faux espoirs. Mais le soir du 22 janvier, son mari Serge Marcil a été retrouvé, sans vie, sous les décombres.

douloureux, à l'approche du premier anniversaire du tremblement de terre. Pourquoi parler de son deuil à elle, alors que le séisme a fait des centaines de milliers de morts?

Un an après ce que les Haïtiens appellent « l'événement », il lui arrive encore de se sentir coupable d'oser pleurer son mari, quand tant de gens ont perdu tellement plus. « Moi, j'ai toujours ma maison, ma famille, mon travail », dit-elle. Si elle a finalement accepté de témoigner, c'est d'abord et avant tout pour parler d'Haïti – ce pays pour lequel Serge Marcil avait eu un véritable coup de foudre.

L'ancien député libéral s'y était retrouvé une première fois en 2004, dans le cadre d'une mission de l'ACDI où il agissait à titre de conseiller spécial du premier ministre Gérard Latortue. Il y est retourné plusieurs fois au fil des ans. Et c'est lui qui a convaincu SM International de s'intéresser à ce petit pays où tout est à construire. Dans les semaines précédant le séisme, il travaillait sur un projet d'académie de la police.

« Serge était tombé en amour avec Haïti. Il ne comprenait pas qu'il soit impossible d'aider un si beau pays, avec autant de verdure, autant de possibilités, autant de ressources que la

République dominicaine », se souvient Christiane Pelchat.

Son mari avait aussi tissé un solide réseau d'amitiés au fil de ses voyages. Et ce qui lui donnait le plus d'espoir pour l'avenir de ce pays, c'est sa richesse humaine, se souvient Christiane Pelchat.

Mais il y avait aussi beaucoup de choses désespérantes.

850 millions de dollars par an. « Je ne peux pas croire qu'avec tout cet argent, qui sert à payer des tanks, on ne puisse pas trouver 100 millions pour construire quelque chose! » s'indigne-t-elle.

Quelques mois avant le séisme, Christiane Pelchat et son mari ont mis sur pied une fondation destinée à venir en

Haïti dans la présidentielle du 28 novembre. Même si le pays est embourbé dans un imbroglio électoral en apparence inextricable, elle croise les doigts pour que Mirlande Manigat, première femme candidate à la présidence de ce pays, remporte la présidence.

« C'est un véritable modèle pour les femmes en Haïti, elle

avec son mari, à parler de leurs projets. Le 10, où ils ont assisté à la commémoration des 100 ans du *Devoir*. Une belle soirée à l'issue de laquelle ils se sont dit que 2010 avait drôlement bien commencé... Deux jours plus tard, leur vie était fracassée.

Ce cap du premier anniversaire ramène à la surface la série de hasards qui ont conduit Serge Marcil au mauvais endroit, au mauvais moment. Pourquoi ce voyage de dernière minute? Pourquoi cet hôtel et pas un autre? Pourquoi précisément ce moment-là?

Mais Christiane Pelchat refuse de s'appesantir sur son propre deuil. Car à l'approche du 12 janvier, des centaines de milliers de survivants du séisme, dont plusieurs ont perdu leurs proches, leur maison et leur travail, sont eux aussi submergés par des questions sans réponse.

Christiane Pelchat n'est pas retournée en Haïti depuis un an. Quand elle se décidera, dans quelques semaines ou quelques mois, elle compte se rendre sur les lieux du Montana et y faire installer une plaque commémorative avec les noms des quelque 200 victimes. Pour les tirer, elles aussi, de l'oubli.

En Haïti, il n'y a aucun réseau d'écoles publiques gratuites. « Comment ça se fait que les organisations internationales n'ont pas construit un réseau d'écoles? Ça le rendait malade », confie Christiane Pelchat.

La présidente du Conseil du statut de la femme a fait, elle aussi, plusieurs séjours en Haïti. Elle y a même travaillé brièvement comme coopérante. Un an après le séisme, elle n'en revient pas qu'un million de gens vivent toujours sous des tentes, dans la plus grande précarité.

Le budget annuel de la MINUSTAH, force de stabilisation de l'ONU, dépasse les

aide aux enfants au Sénégal – où ils ont vécu deux ans – et en Haïti. Après la mort de Serge Marcil, des dons ont afflué. La Fondation contre l'indifférence et pour l'aide aux enfants destine cet argent à un orphelinat de Léogâne, démoli le 12 janvier. Et un premier don pourrait servir à la construction d'un puits.

Car si Christiane Pelchat est découragée par la lenteur des grandes organisations internationales, elle croit à l'efficacité de petites ONG. Et à l'importance d'actions humanitaires bien ciblées, qui donnent des résultats concrets.

Cette féministe trouve sa plus grande source d'espoir pour

a un doctorat de la Sorbonne et elle a une bonne idée de ce qu'elle veut faire.»

#### Le deuil

Mais en attendant, il lui reste à traverser des journées difficiles. Elle a lu le *Livre tibétain de la vie et de la mort* pour apprivoiser son deuil. Et elle constate qu'un premier anniversaire, c'est un cap douloureux.

« On dirait que ça rend la mort irréversible », dit-elle.

Chaque jour, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, elle revit les derniers moments de sa vie d'avant... Le 3 janvier, où elle est allée au Centre Bell en famille. Le 9, où elle a passé une soirée au coin du feu

Un an après ce que les Haïtiens appellent « l'événement », il arrive encore à Christiane Pelchat de se sentir coupable d'oser pleurer son mari, quand tant de gens ont perdu tellement plus. « Moi, j'ai toujours ma maison, ma famille, mon travail », dit-elle.

✚ AUTRE TEXTE EN PAGE A12

**La comédie policière de l'hiver**

CE SOIR 19 h 30  
**CHABOTTE ET FILLE**  
 NOUVELLE SAISON

AVEC CLAUDIANE RUELLAND, JACQUES GIRARD ET NATHALIE MALLETTE  
 LA VILLE DE QUÉBEC EST LE THÉÂTRE DE NOUVELLES INTRIGUES POLICIÈRES. LAISSEZ-VOUS ENTRAÎNER DANS UNE 2<sup>e</sup> SAISON TOUTE EN SUSPENSE.

telequebec.tv

Télé-Québec  
 L'AUTRE TÉLÉ

## LA CRISE SE POURSUIT DANS LES URGENCES

# La campagne de vaccination

ARIANE LACOURSIERE

La campagne de vaccination du ministère de la Santé n'a pas été aussi efficace cette année, ce qui explique en partie l'achalandage accru observé dans les urgences de la province depuis le jour de l'An. Hier, les salles des urgences de la région montréalaise étaient occupées à 147%. Dans certains hôpitaux, comme à l'hôpital de Saint-Eustache, le taux dépassait les 300% pour la troisième journée consécutive.

« Peut-être que les gens qui ont reçu le vaccin de la grippe A (H1N1) l'an dernier se croient encore immunisés... Mais non. J'invite les gens à aller se faire vacciner. »

Le D<sup>r</sup> Horacio Arruda, directeur de la protection de la santé publique

Le directeur de la protection de la santé publique au ministère de la Santé, le D<sup>r</sup> Horacio Arruda, reconnaît que « le taux de vaccination a diminué cette année dans certains groupes de personnes à risque ». « Peut-être que les gens qui ont reçu le vaccin de la grippe A (H1N1) l'an dernier se croient encore immunisés... Mais non. J'invite les gens à aller se faire vacciner », a répété le D<sup>r</sup> Arruda.

Urgentologue à l'hôpital de Gatineau, le D<sup>r</sup> Pierre

Bourassa voit aussi une explication à l'achalandage accru cette année aux urgences. « L'an dernier, tout le monde utilisait du Purell à fond et se lavait les mains par crainte d'attraper la grippe A (H1N1). Pas cette année. Je pense qu'il y a moins de crainte et qu'on fait moins de prévention », dit-il.

« Cette année est exceptionnelle pour le nombre de personnes à risque qui viennent aux urgences avec la grippe, confirme l'urgentologue Marc Béique. On a même des gens

aux soins intensifs avec la grippe. Ça, c'est inhabituel. »

Le ministère de la Santé a tenu une conférence de presse, hier, pour faire le point sur la situation dans les urgences. Si Montréal enregistrerait un taux d'occupation de 165% mercredi, ce taux est descendu à 147% hier. « La partie n'est pas gagnée, mais il y a amélioration », note le D<sup>r</sup> Béique.

Toutefois, certains hôpitaux présentaient encore de forts achalandages hier, dont

l'hôpital Pierre-Le Gardeur avec un taux d'occupation de 247% et l'hôpital général du Lakeshore avec 190%.

Selon la directrice générale adjointe de l'agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Louise Massicotte, les urgences enregistrent une hausse d'achalandage de 15% à 20% cette année. Même si la province n'affronte pas présentement d'épidémie, la grippe saisonnière H3N2 est arrivée plus tôt. Et plusieurs cas de gastroentérite sont enregistrés.

Autre phénomène qui accentue la pression sur les urgences à Montréal: 200 lits sont occupés par des personnes attendant une place en ressource de convalescence, en santé mentale, en soins palliatifs ou en hébergement pour aînés.

De l'avis de plusieurs urgentologues, les personnes âgées sont particulièrement nombreuses à consulter les urgences ces jours-ci. Le D<sup>r</sup> Béique assure que la quasi-totalité des patients qui occupent des civières aux urgences consulte pour de bonnes raisons. « Ces patients ne peuvent être retournés à domicile », assure le D<sup>r</sup> Béique.

M<sup>me</sup> Massicotte croit que la solution pour que les personnes âgées fréquentent moins les urgences ne se trouve pas uniquement dans la

## TAUX D'OCCUPATION DES URGENCES

	Mercredi	Hier
Centre hospitalier St. Mary	213%	173%
Hôpital Notre-Dame du CHUM	209%	170%
Hôtel-Dieu du CHUM	197%	170%
Hôpital général du Lakeshore	213%	190%
Hôpital Royal Victoria du CUSM	180%	154%
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	141%	144%
Hôpital de Saint-Eustache	300%	313%
Centre hospitalier régional de Lanaudière	215%	188%
Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur	242%	247%
Hôpital Charles-LeMoyne	164%	141%
Hôpital Pierre-Boucher	160%	137%

construction de centres d'hébergement publics. « Il faut développer des milieux de vie pour ces aînés fragiles ne pouvant plus vivre à domicile, mais n'étant pas assez touchés pour aller en centre d'hébergement. Les ressources intermédiaires, les résidences privées et les soins à domicile sont la solution », plaide-t-elle.

Questionnée pour savoir si les résidences privées sont en mesure de bien soigner les personnes âgées malades et d'ainsi éviter qu'elles ne se rendent aux urgences, M<sup>me</sup> Massicotte a reconnu que ces établissements « sont des milieux de vie » et que si une personne âgée voit son état se détériorer et que

cette situation « dépasse les capacités de la résidence, les gens sont dirigés vers les urgences ».

Pour le D<sup>r</sup> Béique, le Québec ne doit plus accepter que ses urgences soient occupées à 115% (taux d'occupation moyen des urgences de la province). « Le ministère de la Santé lui-même dit dans ses guides qu'il faut viser 80%, dit-il. Il n'y a pas qu'une solution. Mais il faut que tout le monde fasse des choix, autant les patients que les médecins et l'administration de la santé. »

Le D<sup>r</sup> Arruda a pour sa part rappelé l'importance de se laver les mains et de tousser dans son coude.

## Les omnipraticiens réclament un meilleur accès aux spécialistes

SARA CHAMPAGNE

Si les médecins de famille avaient accès plus facilement à des spécialistes et à de l'équipement médical, les urgences se porteraient mieux, estime la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. « Et en clinique sans rendez-vous, on n'aurait pas toujours besoin d'envoyer des patients aux urgences », estime le D<sup>r</sup> Claude Saucier, vice-président de la FMOQ et médecin de famille à la clinique médicale Concorde, de Laval.

Le D<sup>r</sup> Saucier raconte que plus de 100 patients faisaient le pied de grue dans la salle

d'attente de la clinique où il a fait du sans rendez-vous, mardi après-midi. Si les cas de grippe sont effectivement nombreux, explique-t-il, il reste que des cas nécessitant l'intervention d'un spécialiste sont nombreux et qu'il n'est pas toujours facile d'avoir accès à un plateau technique.

« Nous, à la clinique Concorde, on a la chance de pouvoir immobiliser une fracture quand elle est stable. J'envoie alors une demande de consultation à l'hôpital par télécopieur et le patient a son rendez-vous dans les jours qui suivent. Mais les cliniques, qui ont l'autorisation de le

faire, ne sont pas nombreuses au Québec et quand ce n'est pas possible, les médecins envoient les patients aux urgences. »

La même situation a cours pour les blessures qui nécessitent des points de suture. Pour les omnipraticiens, l'intervention n'est pas compliquée, encore faut-il avoir la salle appropriée pour le faire et le personnel de soutien. Et le même scénario se répète quand un patient se présente dans une clinique et qu'il a besoin d'une échographie ou d'un test d'imagerie médicale.

« Prenez, par exemple, le cas d'un patient qui se

présenterait avec des tendons sectionnés, explique encore le D<sup>r</sup> Saucier. Je fais l'examen et je détermine que c'est un cas complexe. Normalement, si j'avais accès direct à un plasticien, je n'aurais pas besoin d'envoyer le patient à l'urgence. Mais comme c'est compliqué, plusieurs médecins en clinique ne se cassent pas la tête et envoient les patients attendre aux urgences, souvent plus de 18 heures. »

### Mauvais réflexes

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, actuellement en négociations, réclame depuis plus de deux

ans du soutien à la pratique, avec un meilleur accès aux spécialistes et à des plateaux techniques. Juste avant les Fêtes, les membres de la Fédération ont rejeté en bloc la proposition gouvernementale jugée « méprisante ».

Récemment, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a rencontré la direction de la FMOQ. Un comité de discussions doit être mis sur pied. Mais au rythme où avancent les pourparlers, il n'y aura pas d'entente de sitôt.

« On a les mauvais réflexes au Québec, estime D<sup>r</sup> Saucier, vice-président de la FMOQ. On devrait avoir une première ligne forte. Et je ne comprends pas pourquoi le gouvernement n'a pas investi cette année dans une autre campagne de vaccination et d'information sur les règles à suivre pour éviter la grippe. Plusieurs patients ne savent même pas comment prendre leur température, une procédure pourtant simple », ajoute-t-il.



## Adapter l'école aux besoins des garçons : pour ou contre?

CE SOIR 20 h  
■ HUIS CLOS

NOUVELLES ÉMISSIONS

AVEC CLAIRE LAMARCHE

TAUX DE DÉCROCHAGE DE 22,6 %, ÉLÈVES DÉMOTIVÉS, PARENTS ET PROFESSEURS DÉPASSÉS : FAUT-IL REVOIR LA FAÇON D'ENSEIGNER AUX GARÇONS ?

telequebec.tv

Télé-Québec

L'AUTRE TÉLÉ

LA CRISE SE POURSUIT DANS LES URGENCES

# montrée du doigt



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Le ministère de la Santé a fait le point hier sur la situation dans les urgences. Si Montréal enregistrait un taux d'occupation de 165 % mercredi, ce taux est descendu à 147 % hier. L'urgentologue Marc Béique observe un nombre inhabituel de personnes à risque qui se présentent aux urgences avec la grippe, et souligne que certains se retrouvent même aux soins intensifs.

## GRIPPE SAISONNIÈRE

Personnes à risque qui peuvent recevoir gratuitement le vaccin de la grippe saisonnière

- > les personnes âgées de 60 ans et plus
- > les enfants de 6 à 23 mois
- > les personnes âgées de 2 à 59 ans présentant une maladie chronique (incluant celles ayant une obésité importante, avec un indice de masse corporelle égal ou supérieur à 40)
- > l'entourage de ces personnes, y compris celles qui prennent soin des enfants âgés de 6 mois et moins, ainsi que les travailleurs de la santé en contact avec des personnes à risque
- > les femmes enceintes au deuxième ou troisième trimestre de grossesse
- > les femmes enceintes avec une maladie chronique
- > les autres personnes peuvent se faire vacciner moyennant des frais minimes

Source: ministère de la Santé

# Services médicaux pour enfants à 975 \$ par année

SARA CHAMPAGNE

Il est maintenant possible d'avoir au téléphone un médecin pour son enfant sept jours sur sept. L'agence Medisys 123 offre un service de conciergerie pédiatrique, le premier dans le genre au Québec.

Comme l'a révélé *Le Devoir* dans son numéro d'hier, le concept santé à mi-chemin entre le privé et le public a vu le jour en catimini à l'automne. Il offre une multitude de services moyennant un forfait annuel de base de 975 \$: bilans de santé, visites d'urgence,

consultations en ligne, et même des conseils au téléphone.

Afin d'obtenir un entretien formel avec la directrice de Medisys 123, la journaliste du

**L'agence Medisys 123 assure que son service payant de conciergerie pédiatrique ne contrevient pas à la loi.**

*Devoir* a dû se faire passer pour une cliente. Jointe hier après-midi par *La Presse*, la directrice de Medisys 123, Marie-France Courtemanche, a tenu à souligner qu'il s'agit d'un service de santé « intégré ».

« C'est-à-dire que le service est un tout, a-t-elle expliqué. Ce ne sont pas que des actes médicaux, on offre aussi des conseils, on a un rôle d'éducation. »

Selon elle, le service est tout à fait en règle avec la loi régissant le réseau public de la santé au Québec. À la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), on a toutefois à l'œil ce genre d'agence privée qui offre des

forfaits trimestriels ou annuels. D'ailleurs, en décembre, la RAMQ a envoyé une lettre aux médecins dénonçant l'augmentation des frais illégaux.

Au cabinet du ministre de la Santé, Yves Bolduc, on a indiqué hier qu'une enquête de la RAMQ serait ouverte. « Le ministre a toujours privilégié un accès universel aux soins, a dit son attachée de presse, Karine Rivard. La RAMQ va vérifier s'il y a quelque chose d'illégal dans les services de Medisys 123. Il serait inacceptable que des frais soient facturés en double, à la fois au privé et au public. »

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	VIVRE 6
Astrologie du jour	AFFAIRES 11
Bourses	AFFAIRES 8 et 9
Décès	AFFAIRES 11 et 12
Forum	A15
Horaire télévision	ARTS 8
Loteries	A8
Monde	A12 à A14
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Sudoku	AFFAIRES 4

## Météo

Nuageux avec quelques flocons. Prob. de précipitations: 40%, maximum -5. AFFAIRES 10

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?**

[nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

**UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?**

[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

# Osez cuisiner avec le thé

CE SOIR 21 h  
**CURIEUX BÉGIN**

NOUVELLES ÉMISSIONS

AVEC CHRISTIAN BÉGIN

SAUMON FUMÉ SANS FUMÉE, VINAIGRETTE SANS VINAIGRE, MOUSSEUX AU CHOCOLAT NOIR ET THÉ : DES RECETTES SIMPLES ET ORIGINALES !

[telequebec.tv](http://telequebec.tv)



Télé-Québec

L'AUTRE TÉLÉ

## ÉDUCATION

# Le bulletin unique en juillet

Selon Québec, ce document « allégé » permettra aux parents de mieux apprécier la réussite de leur enfant

ANABELLE NICOUDE

Annoncé l'été dernier, le bulletin unique fera son arrivée dans les écoles du Québec le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Mais bien que le ministère de l'Éducation ait réalisé la majorité des actions prévues pour informer enseignants et parents, les réticences à l'égard du bulletin unique n'ont pas toutes disparu.

Ce nouveau bulletin sera utilisé par toutes les écoles de la province, primaires comme secondaires, et évaluera les connaissances des élèves plutôt que leurs compétences. Les matières, à l'exception du français, des mathématiques et de l'anglais langue seconde, ne feront l'objet que d'une seule note. Selon le Ministère, ce bulletin « allégé » permettra aux parents de mieux apprécier la réussite de leur enfant.

La mise en place du bulletin unique, d'abord prévue pour la rentrée 2010, a été repoussée à juillet 2011 afin de laisser le temps aux écoles, aux enseignants et aux parents de se familiariser à ce nouvel outil. La Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) a été associée à la préparation d'une première lettre envoyée à l'automne aux parents d'élèves.

« Les gens ont bien compris ce qui est dans le document,



Le nouveau bulletin sera utilisé par toutes les écoles de la province, primaires et secondaires, et évaluera les connaissances des élèves, plutôt que les compétences.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

se réjouit François Paquet, président de la FCPQ. Il fallait s'assurer que ce qu'on leur dit n'était pas rédigé dans un langage trop pédagogique. On est contents que cela ait été le cas.»

Le nouveau bulletin ne fait toutefois pas l'unanimité. Du côté de la Fédération autonome de l'enseignement

(FAE), on regrette que le bulletin reste trop ancré dans une logique de compétences et non d'évaluation des connaissances. « Quand on prend connaissance des documents que les enseignants et enseignantes vont utiliser, on se rend compte que la réforme continue d'exister dans les critères d'évaluation »,

déplore Sylvain Mallette, vice-président à la vie professionnelle à la FAE.

Les membres de la FAE devraient d'ailleurs exprimer leur mécontentement lors du prochain conseil fédératif, prévu à la fin du mois. « On se dirige vers un désaccord et on se dirige vers des moyens d'action, annonce M. Mallette.

Ce n'est pas vrai qu'on va encore une fois maintenir le modèle de la réforme, chambarder l'évaluation pour des changements essentiellement cosmétiques.»

À l'inverse, certaines nouveautés du futur bulletin scolaire, notamment l'arrivée de la moyenne de classe, sont accusées de trahir l'esprit de la réforme. « Pour les enfants que l'on veut aider, donner la moyenne a un effet décourageant. Ce bulletin unique crée une grande incohérence parce qu'il remet en question plusieurs éléments de fondement de la réforme, où on voulait que l'élève soit comparé à son propre cheminement, déplore Louise Lafortune, professeure du département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Qui veut-on aider, la société, ou l'enfant qui doit devenir un citoyen compétent? »

Malgré ces contestations, les sessions de formation pour les directeurs d'établissements scolaires et les enseignants se poursuivront en 2011. Les parents recevront quant à eux un deuxième document d'information sur ce nouveau bulletin en mai prochain. « Tout est fait pour qu'on soit prêts le 1<sup>er</sup> juillet prochain », dit Esther Chouinard, à la direction des communications du ministère de l'Éducation.

## RECTEURS À CONCORDIA

## Trois petits tours et puis s'en vont... avec leurs primes

LOUISE LEDUC

L'Université Concordia se cherche de nouveau un recteur. Les deux derniers ont quitté leurs fonctions au bout de deux ans, et ce, avec des primes de départ totalisant 1,7 million.

Le départ de la dernière rectrice, Judith Woodworth, a été annoncé sans tambour ni trompette, le 22 décembre, seulement deux ans et demi après son entrée en poste.

Le communiqué évoque « des raisons personnelles », sans préciser davantage de quel type il s'agit.

On y cite le président du conseil d'administration, Peter Kruyt, qui se dit « profondément reconnaissant envers Judith » et qui vante « son leadership, ses réalisations et son engagement depuis deux ans et demi ».

M. Kruyt a souligné de la même manière le départ de Claude Lajeunesse, en 2007. Il l'a remercié chaleureusement par communiqué, en vantant aussi ses « réalisations » et

Au service des communications de l'Université, hier, on n'a offert aucun commentaire. Christine Mota, porte-parole, a cependant confirmé que M<sup>me</sup> Woodworth a reçu

Donald L. Boisvert, professeur au département de religion de l'Université Concordia écrit notamment, dans une lettre ouverte, qu'il y a beaucoup trop de non-dits et il fustige les membres du conseil d'administration qui, à son avis, sont totalement déconnectés de l'Université.

Plus encore, il avance que le départ de M<sup>me</sup> Woodworth relève d'une « vendetta personnelle » de certains membres du conseil d'administration.

Pour lui, de deux choses l'une: « Soit le conseil d'administration fait de mauvais choix quand il nomme ses recteurs – et est ainsi directement responsable de ce qui arrive – soit il agit de mauvaise foi en n'appuyant pas leurs hauts administrateurs une fois qu'ils ont été nommés. »

« Cela fait déjà plusieurs décennies que le conseil d'administration admet des gens qui ont peu de loyauté envers l'Université Concordia, qui la connaissent mal et qui ne connaissent pas davantage le rôle et la valeur sociale des universités en général. »

Le président du conseil d'administration, Peter Kruyt, n'a pas répondu à notre demande d'entrevue.

L'Université se retrouve donc de nouveau en mode recrutement. Un recteur par intérim sera nommé d'ici une ou deux semaines, tandis que la nomination d'un nouveau recteur pourrait prendre de six mois à un an, selon la porte-parole Christine Mota.

Le salaire de recteur à Concordia est de 350 000 \$.

« Cela fait déjà plusieurs décennies que le conseil d'administration admet des gens qui ont peu de loyauté envers l'Université Concordia. » — Donald L. Boisvert, professeur au département de religion de l'Université Concordia

« son leadership et son engagement au cours des deux dernières années ».

Le départ de ces deux recteurs s'ajoute à celui de quatre autres cadres de l'Université Concordia.

à son départ une prime de 703 500 \$ et son prédécesseur, une prime d'environ 1 million.

Dans le journal *The Gazette* d'hier, l'affaire a été largement commentée.

*Design en fête*

**30% à 50% de rabais**

Vision créativité audace innovation

**EspritNouveau**

1828, boul. le Corbusier, Laval, Qc H7S 2K1  
téléphone : 450-686-5055  
www.esprit-nouveau.com

Profitez des **soldes** jusqu'à **70%**

Y3 SONIA RYKIEL MARITHÉ FRANÇOIS GIRBAUD rundholz Jean Paul GAULTIER HIGH ARMANI Jeans

Robert Clergerie PARIS Y'S

*Henriette L.*

1031, avenue Laurier Ouest, Outremont 514 277-3426  
info@henriettel.com | www.henriettel.com

# Les régimes, le gluten et Isabelle



**MARIE-CLAUDE LORTIE**  
CHRONIQUE

Avec ses allures de petit mardi soir tranquille, le mois de janvier a le charme de sa discrétion, de ses contrastes tout en chaud-froid, du plaisir de voir les journées commencer à rallonger.

Mais, culturellement parlant, en Amérique du Nord, bien avant les chandelles, les feux de cheminée, les sorties de ski de fond et les repas aussi bien mitonnés que mérités, janvier est d'abord et avant tout un mois de redressement. Un mois d'ordres lancés à soi-même. Le mois des régimes.

« Non, on n'est pas au régime, on arrête seulement de manger des sucreries et des chips », êtes-vous tous en train de me répondre en chœur. Même chose.

On vient d'entrer dans le mois de la restriction.

Pas de chocolat, pas de vin, pas de poutine...

Depuis la fin des vacances, je vous entends dire ça partout.

Traitez-moi de Cassandra tant que vous voulez, mais j'aime beaucoup ce personnage de la mythologie grecque : ces résolutions ne marchent pas. S'interdire de manger

quelque chose qu'on aime ne fait qu'encourager notre affection pour ledit objet de convoitise et la transformer en passion.

Un des bons côtés de ces résolutions, toutefois, c'est qu'elles ont le mérite d'être claires. « Finis les sundaes au caramel, je veux perdre du poids » est

manger blé, orge et compagnie. Ou ceux qui deviennent végétaliens et végétariens non pas pour des raisons environnementales ou philosophiques, mais parce que c'est devenu une façon socialement acceptable d'encadrer au jour le jour une obsession minceur.

Chasser la calorie n'a en effet jamais connu autant de paravents socialement acceptables, voire à la mode.

« Les régimes végétaliens deviennent plus populaires, plus grand public », titrait hier le service de nouvelles de la grande chaîne américaine CBS News, avec long

moins de 1% de la population souffre de la maladie cœliaque, une intolérance au gluten causant d'importants troubles digestifs. Alors que de vraies personnes sont réellement malades et ont de réels problèmes médicaux, des tonnes d'autres prétendent ne pouvoir supporter le blé et compagnie. Et le tout se dit très bien dans une fête quand on ne veut pas manger de pain, de gâteau, de biscuits... Tout comme se déclarer végétarien permet de se réfugier dans les crudités.

Évidemment, les végétariens ne sont pas tous des gens obsédés par les calories. Il y a des

font partie des signaux d'alarme – parmi plusieurs autres – indiquant qu'une personne puisse être atteinte de boulimie ou d'anorexie. Je répète : cela ne veut pas dire que tous les végétariens et végétaliens ont des troubles de comportements alimentaires. Cela veut dire que ce sont des populations plus susceptibles de compter parmi elles des personnes à l'alimentation détraquée. Donc, si vous avez des soupçons concernant un ou une proche et qu'en plus cette personne se déclare *vegan*, eh bien! voilà un symptôme à ajouter à la liste.

Et si cette personne se met à chasser en plus le gluten...

Et se lance dans une détox...

*Traitez-moi de Cassandra tant que vous voulez, mais j'aime beaucoup ce personnage de la mythologie grecque : ces résolutions ne marchent pas. S'interdire de manger quelque chose qu'on aime ne fait qu'encourager notre affection pour ledit objet de convoitise et la transformer en passion.*

une affirmation précise. Il n'y a pas de tentative de dissimuler les objectifs contrairement à l'autre phénomène populaire de janvier, la « détox », où certains tentent de nous convaincre que leur régime au poivre de Cayenne et au citron doit surtout les débarrasser de « toxines ». Un peu comme ces gens de plus en plus nombreux qui ont décidé de manger sans gluten alors qu'ils n'ont pas de maladie les empêchant de

reportage à l'appui sur la croissance du phénomène.

Et si vous avez le temps, entre deux papiers sur les vedettes et leurs régimes « détoxifiants », allez faire un tour à l'épicerie : le sans gluten est rendu partout.

Selon une étude citée par le US News & World Report, entre 15 et 25% des consommateurs américains recherchent les produits sans gluten. Pourtant, dans la vraie vie,

tas de végétariens et végétaliens réellement convaincus de leur approche qui le font d'abord et avant tout pour des raisons écologiques, éthiques, religieuses.

Mais si, dans la vraie vie, environ 1% de la population est végétalienne, cette proportion grimpe lorsqu'on regarde les populations atteintes de troubles du comportement alimentaire. Parlez-en à un spécialiste de ces problèmes et il vous dira que le végétalisme et le végétarisme

On parlera beaucoup de régimes en janvier. Mais on parlera peu des troubles alimentaires qui sont pourtant intimement liés aux régimes et aux restrictions, qui prennent toutes sortes de formes toute l'année, qui bloquent tant de bonheur.

On parlera beaucoup de régime, mais on parlera à peine d'Isabelle Caro, cette femme atteinte d'anorexie qui, en 2007, avait tenté d'alerter la population à ce problème en se laissant photographier, nue, décharnée, par le célèbre photographe italien Oliviero Toscani.

M<sup>me</sup> Caro est morte avant Noël.

## SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

### Le syndicat reporte le débrayage

BRUNO BISSON

Le syndicat des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval (STL) a décidé hier de reporter à plus tard la journée de débrayage qui était prévue lundi prochain, pour « laisser une chance à la conciliation » demandée en décembre par l'employeur.

Robert Ouimet, président du syndicat qui compte quelque 500 chauffeurs d'autobus, a toutefois précisé à *La Presse* qu'en cas d'échec, plusieurs journées de débrayage pourraient être annoncées dans les prochaines semaines afin d'accélérer le règlement des différends qui touchent principalement le régime de retraite et la gestion du temps de travail.

Les services d'autobus seront donc offerts toute la journée de lundi selon les horaires habituels, et le transport scolaire d'environ 5000 écoliers, qui est assuré par les chauffeurs syndiqués de la STL, s'effectuera normalement en cette journée de rentrée des classes.

La convention collective des chauffeurs du transporteur public lavallois est échue depuis le 31 juillet dernier.

En décembre, le syndicat avait annoncé cette « grève éclair » de 24 heures pour la journée du 10 janvier. Il affirmait alors avoir été « pris par surprise par un revirement complet d'attitude de l'employeur » à la table de négociations.

Peu après, la STL a répliqué en indiquant qu'il était hors de question que la société de transport prenne en charge le déficit actuariel de la caisse de retraite de ses employés, regroupés dans quatre syndicats. Cette demande commune à tous les syndicats de la STL a été soumise à un arbitre, qui doit achever son rapport d'ici le mois de mars.

La STL a aussi exigé du syndicat des chauffeurs qu'il retire une demande de « boni de signature » de 4000\$ par personne, totalisant 1,8 million, et a fait de ce retrait une condition pour la poursuite des pourparlers sur les conditions de travail des chauffeurs.



# HAÏTI

## UN AN PLUS TARD

### OÙ EN SOMMES-NOUS ?

#### À LA TÉLÉVISION



**RADIO-CANADA**  
**UNE HEURE SUR TERRE, SPÉCIALE HAÏTI**  
avec Jean-François Lépine  
Ce soir 21 H



**UNE ANNÉE DE CHAOS**  
avec Guy Gendron  
Ce soir 22 H 30

#### À LA RADIO



**PREMIÈRE CHAÎNE DÉSAUTELS**  
avec Michel Désautels en direct de la Maison d'Haïti  
Mercredi 12 janvier 15 H



**RDI**  
**24 HEURES EN 60 MINUTES**  
avec Anne-Marie Dussault  
Émission spéciale de deux heures  
Mercredi 12 janvier 19 H

**SUR INTERNET**  
UN DOSSIER COMPLET SUR  
[Radio-Canada.ca/haïti](http://Radio-Canada.ca/haïti)



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

## POLITIQUE

Rapport indépendant sur le regroupement des services administratifs de l'État

# Les économies « substantielles » se font encore attendre

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le regroupement des services administratifs de l'État entraînera des économies « substantielles », disait le gouvernement Charest en 2005. Cinq ans plus tard, l'opération n'a pas donné les résultats escomptés, révèle un rapport indépendant.

Ce constat laisse croire que Québec aura fort à faire pour respecter sa promesse de réduire de 10% – 320 millions – ses dépenses d'administration afin de retrouver l'équilibre budgétaire en 2013-2014, car il mise surtout sur le regroupement de services.

Le gouvernement Charest a créé, en 2005, le Centre de

services partagés du Québec (CSPQ), présenté comme l'un des piliers de sa réorganisation de l'État. Le CSPQ regroupe des services administratifs éparpillés jusque-là dans les ministères et les organismes, comme le traitement de la paie et l'achat de biens et de services. Le but: réduire les coûts de gestion.

Le gouvernement Charest promettait des économies « substantielles », sans toutefois les chiffrer. Le CSPQ « sera soumis à une reddition de comptes exigeante: l'agence devra atteindre des objectifs explicites d'économies attendues », écrivait Québec dans son plan de modernisation de l'État.

Or, aucun « objectif explicite » n'a été fixé lors de la

création du CSPQ et l'agence ne s'en est pas donné elle-même. C'est une « lacune importante », signale la firme Raymond Chabot Grant Thornton dans un rapport déposé à l'Assemblée nationale en décembre et passé sous le radar médiatique. Notons que l'application de la loi sur le CSPQ doit faire l'objet d'un rapport indépendant tous les cinq ans.

« Les nouvelles économies réalisées par le CSPQ sont relativement faibles en comparaison du total des coûts en matière de gestion administrative », indique le rapport. Les économies générées à ce jour semblent inférieures à celles qui étaient souhaitées par le législateur au départ. »

Le CSPQ gère environ 20% du parc informatique de l'État. Ce regroupement a généré des économies de 20 millions l'an dernier, selon les données fournies par le CSPQ. « Les résultats atteints (...) sont peu importants en comparaison des sommes en cause », indique le rapport. Il note qu'en excluant les réseaux de l'éducation et de la santé, « l'État québécois gère annuellement plus d'un milliard de dollars de dépenses en technologies de l'information ».

Le rapport ajoute que des ministères et des organismes sont « généralement insatisfaites » quant au coût des services fournis par le CSPQ dans le secteur informatique. « Ils jugent que les coûts sont

élevés et que leur croissance est trop rapide en comparaison du marché ». Ils déplorent la « lourdeur des processus », les dépassements de coûts, et « le fait que le CSPQ propose généralement des solutions basées sur des standards technologiques élevés, qui excèdent parfois (leurs) besoins réels ».

Le regroupement d'achat de biens et services a entraîné des économies de 144 millions en 2009-2010. Pour les autres services administratifs, ministères et organismes ont recours au CSPQ sur une base volontaire. Dans plusieurs cas, ils sont peu nombreux à faire appel à lui, ce qui peut expliquer en partie que les économies attendues ne sont pas au rendez-vous, selon le rapport.

La firme comptable invite à la prudence quant aux chiffres cités. « Les économies identifiées par le CSPQ ne sont pas basées sur des méthodes de calcul définies et constantes. Plusieurs données sont incomplètes », déplore-t-elle. Même si les données sont imprécises, elle peut conclure que les économies réalisées sont plutôt faibles.

## Le nouveau commissaire à l'éthique entre en fonction

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Jacques Saint-Laurent est prêt à servir de « chien de garde » des élus. Tout premier commissaire à l'éthique de la province, M<sup>c</sup> Saint-Laurent a prêté serment hier matin.

À la fin de la dernière session, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité le projet de loi 48 et le premier code d'éthique et de déontologie pour les élus. M<sup>c</sup> Saint-Laurent a aussi été nommé à l'unanimité pour un mandat de cinq ans.

Cela faisait déjà huit ans que Jean Charest avait promis un tel code. Le projet de loi avait été présenté au printemps 2009. Il aura fallu une année

et demie et 155 amendements avant de l'adopter.

Le commissaire pourra enquêter et recommander des sanctions que l'Assemblée nationale choisira ou non d'appliquer. « Je devrai exercer mon rôle de chien de garde, tenir une enquête et avoir des recommandations qui soient cohérentes avec les fautes », explique M<sup>c</sup> Saint-Laurent.

L'arrivée du code a déjà des conséquences. Puisqu'il est désormais interdit aux élus de recevoir un salaire de leur parti politique, M. Charest a dû renoncer aux 75 000\$ que lui versait annuellement le PLQ. Il doit maintenant se contenter de son salaire de base de 175 000\$. Autres mesures prévues dans le code:

les députés ne peuvent s'absenter longtemps sans raison valable. Et ils ne peuvent avoir des intérêts dans une société non cotée en Bourse qui bénéficie de contrats avec le gouvernement. Par exemple, en septembre 2009, David Whissell avait démissionné de son poste de ministre du Travail après qu'on eut révélé que Transports Québec avait accordé sans appel d'offres deux contrats d'asphaltage à ABC Rive-Nord, une entreprise familiale dans laquelle il avait des intérêts.

Les députés devront maintenant remplir une déclaration d'intérêts tant pour eux-mêmes que pour leur famille. Les exigences sont plus sévères pour les ministres. Ceux-ci

devront remettre leur première déclaration au commissaire avant le 1<sup>er</sup> octobre. Les autres députés auront jusqu'à la fin 2011 pour le faire.

Avant de devenir commissaire, M<sup>c</sup> Saint-Laurent présidait la Commission d'accès à l'information du Québec. En plus de son rôle de chien de garde, il indique qu'il sera aussi « conseiller » et « pédagogue ». Il rendra des avis et des lignes directrices pour éclairer les élus. Il souhaite également informer la population sur le nouveau code d'éthique, une mission particulièrement importante, estime-t-il. « La question de la confiance est la question la plus importante. »

M<sup>c</sup> Saint-Laurent doit soumettre bientôt son budget au

bureau de l'Assemblée nationale. Alors que les Québécois doivent « se serrer la ceinture », il ne veut pas « créer une grosse organisation vide ». Son équipe devrait compter moins de 10 personnes.

Le commissaire doit rencontrer ses homologues d'autres provinces canadiennes et la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique d'Ottawa, Mary Dawson, pour obtenir des conseils.

M<sup>c</sup> Saint-Laurent a prêté serment hier en même temps que le nouveau Directeur général des élections du Québec (DGE), Jacque Drouin. Ce dernier succède à Marcel Blanchet, vertement critiqué par le gouvernement Charest. M. Drouin était l'adjoint du DGE depuis 1996.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Desjardins Assurances générales PRÉSENTE LE

# SALON DE L'AUTO

14 AU 23 JANVIER 2011  
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

L'ÉVÉNEMENT AUTO DE L'ANNÉE!

**UN SALON PLUS VIBRANT**  
Préparez-vous! Cette année, les fabricants veulent en mettre plein la vue. Après des années un peu plus difficiles, il faut l'avouer, l'industrie automobile se porte beaucoup mieux et les visiteurs du Salon de l'Auto 2011 le constateront. Plus de couleurs, plus d'effets sonores, plus de technologie et plus de nouveautés.

En effet, deux premières nord-américaines et pas moins de 36 dévoilements canadiens sont au programme du Salon cette année. En tout, on a droit à 48 premières canadiennes et régionales et présentations spéciales pour les visiteurs du Salon montréalais. Sans aucun doute, il y a de l'action dans le monde de l'automobile!

En plus des nouveaux produits à découvrir et des modèles de tous les fabricants à apprécier, le Salon a ses attractions spéciales. En voici une brève description :

**LA PLÉTHORE EST EN VILLE!**  
Une belle surprise à cette édition du Salon de l'Auto. La voiture québécoise de l'heure, la Pléthore, dans sa version prête à prendre la route, sera exposée. Cette magnifique création d'ici vaut certainement le déplacement!

**EN ROUTE VERS L'AVENIR**  
Ce volet environnemental est présenté en collaboration avec Hydro-Québec, qui offre au public la chance de se familiariser avec la recharge des véhicules électriques. La voiture Mitsubishi i-MiEV, qui est en cours d'essai par l'entreprise dans le cadre du plus important projet pilote de véhicules électriques du Canada, sera sur place.

**ESSAIS ROUTIERS**  
Cette année, autoHEBDO présente les essais routiers SUZUKI. Ce manufacturier offre la chance aux visiteurs de faire l'essai de la nouvelle KIZASHI. Voilà une bonne occasion d'en connaître davantage sur ce nouveau produit du fabricant nippon!

**ZONE PERFORMANCE**  
Le niveau 7 se transforme pour accueillir une quarantaine de véhicules modifiés qui vous impressionneront. Vous aurez le privilège de contempler ces voitures qui sortent de l'ordinaire et qui démontrent une créativité esthétique incomparable. Le tout dans un décor grisant et une ambiance énergique. Une attraction du tonnerre, pour votre plus grand plaisir!

**CONCOURS**  
L'incontournable concours du Salon permet à plusieurs personnes chanceuses de faire des envieux. Le tirage du premier prix, une voiture BMW 323i 2011, édition de luxe, offerte par BMW Canada, aura lieu le dimanche 23 janvier 2011 et se fera en collaboration avec Radio NRJ 94,3 et La Presse / Cyberpresse.

**Halte-garderie KIA KIA MOTORS**  
Pas la peine de chercher une gardienne pour venir faire un tour au Salon de l'Auto! Tout ce qu'il faut pour amuser les petits de 3 à 10 ans pendant les 3 heures où les plus grands visitent le Salon à leur rythme!

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-01-06

**Journal** 04 08 16 22 26 28 25 compl.

**Ebanco** 06 11 12 13 17 18 20 25 27 33 35 42 44 45 50 61 62 64 65 68 3 530 4 9296 03 12 15 18 40

**Quotidien** 3 530 03 12

**Triplex** 4 9296 15 18 40

**Astro** Jour - Mois - Année - Signe  
04 MAI 12 BALANCE

**Extra** 3285534

**Lotto MAX** CE SOIR, 23 MILLIONS \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

**Cameo**  
Fabriqué à Montréal depuis 1960

NOUS SOMMES UN MANUFACTURIER QUÉBÉCOIS DE CANAPÉS ET DE CANAPÉS-LITS FABRIQUÉS SUR MESURE À NOTRE USINE DE MONTRÉAL DEPUIS 50 ANS. NOUS OFFRONS UN VASTE CHOIX DE STYLES ET DE TISSUS CONVENANT À TOUS LES DÉCORS ET BUDGETS. NOS PRODUITS SONT DE GRANDE QUALITÉ, NOS PRIX AVANTAGEUX ET NOTRE SERVICE IMPECCABLE.

**PROMOTION**  
NOUS VOUS OFFRONS UN CHOIX DE

10 % sur les modèles de plancher «comme-tel»  
OU  
8,5 % (TVQ) sur l'achat d'un canapé (lit) en commande «durée limitée»  
OU  
Financement  
24 mois sans intérêt

NOS SALLES D'EXPOSITION

7905, autoroute Transcanadienne, Saint-Laurent, 514 337-2933 1150, rue Union, Montréal, 514 861-0537

WWW.CAMEO-SOFA.COM

# Incendie au salon funéraire des Rizzuto

## Trois hommes soupçonnés d'y avoir mis le feu ont été épinglés près des lieux

HUGO MEUNIER  
ET CHRISTIANE DESJARDINS

Les actes criminels contre les Rizzuto se poursuivent. Après l'assassinat des principaux pontes du clan sicilien montréalais, le salon funéraire Loreto, appartenant à la famille, a été le théâtre d'un incendie criminel dans la nuit de mercredi à hier. Trois hommes soupçonnés d'être les auteurs de ce crime qui a finalement fait peu de dégâts ont été épinglés dans les minutes suivantes, près des lieux.

Sounthone Chareunsouk, 30 ans, Alexandre Toualy et Julien Bourassa-Richer, tous deux âgés de 27 ans, ont comparu hier après-midi devant le juge Claude Parent, à Montréal, pour répondre à des accusations d'incendie criminel, de possession de matières incendiaires, de complot et d'avoir causé des dommages par le feu à un immeuble sans se soucier de savoir s'il était habité ou non. Chareunsouk est aussi accusé de possession de cocaïne. Le procureur de la Couronne Pascal Dostaler s'est opposé à leur mise en liberté. Ils seront de retour devant le tribunal lundi, pour subir leur enquête sous cautionnement.

Les trois hommes ont tous des antécédents judiciaires, mais c'est Chareunsouk qui a le plus lourd dossier. Outre des condamnations reliées à la

drogue, il a été condamné à 27 mois de prison en janvier 2006, pour vol qualifié. En novembre dernier, il devait se présenter à la cour pour une affaire de trafic de marijuana, mais il a omis de le faire, ce qui lui a valu une accusation de plus. Toualy a pour sa part été condamné en juin 2003 pour vol qualifié, menaces et usage d'arme à feu.

«Ce sont de bonnes personnes, mais la vie est dure», a dit une jeune femme qui, après avoir reçu un appel des policiers, s'est présentée au palais de justice, hier, pour apporter des vêtements à Toualy. Lors de sa comparution, ce dernier lui envoyait des salutations et des baisers, et s'est inquiété de son chien, que personne ne pouvait secourir dans son logement, car les policiers avaient sa clé.

### Contre la famille?

Situé sur le boulevard des Grandes-Prairies, à Saint-Léonard, le salon funéraire Loreto appartient à des membres de la famille Rizzuto, notamment au *consigliere* Paolo Renda, disparu en mai dernier. L'endroit serait dirigé par la fille et la belle-fille du patriarche Nicolo Rizzuto, assassiné dans son domicile en novembre dernier. Vers 1h dans la nuit de mercredi à hier, deux des suspects auraient fracassé une vitrine à l'arrière du complexe, avant de balancer à l'intérieur



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE  
Dans la nuit de mercredi à hier, le salon funéraire Loreto, appartenant à la famille Rizzuto, a été la cible d'un incendie criminel rapidement maîtrisé.

un objet incendiaire, probablement un cocktail Molotov. Le tapis de l'entrée a pris feu, mais l'intervention rapide des pompiers a permis de limiter les dégâts. Les dommages étaient si mineurs que les activités avaient repris normalement hier matin. La direction du complexe funéraire n'a pas voulu commenter l'incident.

### Trois suspects arrêtés

Un agent de sécurité, qui se trouvait apparemment à l'intérieur du complexe, aurait alerté rapidement les autorités, une information que M<sup>e</sup> Dostaler ne pouvait confirmer hier. Selon

ce dernier, c'est un témoin à l'extérieur du complexe qui a appelé le 9-1-1, quand il a vu courir deux hommes en direction d'un véhicule. Grâce à la description des deux hommes et de la voiture, les policiers ont rapidement mis la main au collet des trois suspects quelques rues plus loin, sur le boulevard Crémazie. Ils se trouvaient dans la voiture de Bourassa-Richer, et sentaient l'essence.

Le SPVM n'a pas été en mesure d'affirmer si les suspects, qui sont connus de ses services, sont reliés au milieu interlope ou si le complexe

a récemment fait l'objet de menace. Selon le chroniqueur judiciaire Claude Poirier, le salon Loreto avait reçu des menaces dans les jours suivants le meurtre de Nicolo Rizzuto, et plusieurs agents de sécurité avaient été embauchés lors de l'exposition du patriarche.

Purge interne? Riposte du clan calabrais qui veut reprendre le pouvoir perdu il y a plus de 30 ans aux mains des Siciliens? Conflit entre l'ancienne et la nouvelle garde de mafiosi? La police n'écarte aucune hypothèse pour expliquer les nombreux attentats contre le clan Rizzuto, qui éclatent depuis environ deux ans. Hier, en sortant de la salle d'audience, le procureur de la Couronne Pascal Dostaler, a signalé qu'il n'était pas à exclure que ça puisse être relié à la vague d'incendies criminels dirigée contre des commerces.

Une chose est sûre, les frappes policières d'envergure des dernières années, comme l'opération Colisée en 2006, ont fortement déstabilisé les assises du crime organisé. Ces agressions contre les hommes forts du clan Rizzuto et les cafés illustraient l'instabilité qui règne actuellement dans la mafia montréalaise. Et un groupe d'individus semble présentement déterminé à ne pas donner de répit au clan Rizzuto. Pas même après la mort.

### Viol collectif en Colombie-Britannique

## La victime quitte l'école; deux autres suspects sont accusés

LA PRESSE CANADIENNE

MAPLE RIDGE, Colombie-Britannique — Une adolescente de la Colombie-Britannique victime d'un viol collectif dont les images se sont retrouvées sur l'internet a dû quitter l'école, où elle subissait de l'intimidation.

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a par ailleurs confirmé hier que des accusations ont finalement été portées contre deux autres suspects dans cette présumée agression survenue lors d'une soirée techno le 10 septembre dernier à Maple Ridge, près de Vancouver.

Colton Ashton McMorris, âgé de 18 ans, a été accusé d'agression sexuelle, alors que Dennis John Allen Warrington, âgé de 19 ans, a été accusé de production et de distribution de matériel pornographique. L'automne dernier, des accusations de production et de distribution de matériel pornographique avaient été portées contre un adolescent de 16 ans.

### Tourner la page

Le sergent Peter Thiessen, de la GRC, a affirmé hier que les enquêteurs ne prévoyaient pas porter de nouvelles accusations dans cette affaire. Il a aussi dit espérer que celles qui ont été déposées à l'endroit des trois jeunes hommes aideraient la jeune victime de 16 ans et sa famille à tourner la page.

Dans un communiqué lu par le sergent Thiessen lors d'une conférence de presse à Maple Ridge, hier, la jeune femme a soutenu que malgré l'intimidation qu'elle a vécue à son école, elle se sentait plus forte que jamais.

Cette sordide nouvelle a fait les manchettes au Canada après que des photos du viol eurent été publiées sur Facebook et sur d'autres réseaux sociaux.

Alors que certaines personnes avaient allégué que la victime était consentante, les policiers croient que l'adolescente avait été droguée.

# Merci!

25<sup>ÈME</sup> anniversaire

## POUR CÉLÉBRER CETTE OCCASION SPÉCIALE

# 25% DE RABAIS\*

+ FINANCEMENT 25 MOIS GRATUIT\*

### SUR TOUTE LA MARCHANDISE EN INVENTAIRE\*

Le bon matelas au bon prix!

\*Nous allons battre le prix sur toutes les grandes marques de matelas. Ceci s'applique sur les matelas équivalents ou comparables avant livraison. Ceci exclus les commandes spéciales, échanges, modèles de plancher, garanties, modèles discontinués et modèles uniques. Publicité récente ou facture du compétiteur requise. Voir détails en magasin. Sur modèles sélectionnés. Quantités limitées. Sélection peut varier par magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Livraison et ramassage gratuit pour achats de 299\$ et plus. Valable jusqu'au 30 janvier 2011.

<b>AHUNTSIC</b> 514-388-9077 1448, rue Fleury E.	<b>LASALLE</b> 514-595-5356 7798, boul. Newman	<b>OUEST DE L'ÎLE</b> 514-620-7155 15634, boul. Gouin O.	<b>ST. LÉONARD</b> 514-251-5300 5836, boul. Métropolitain E.
<b>BLAINVILLE</b> 450-437-7366 757, boul. Curé-Labelle	<b>LAVAL</b> 450-687-7880 1860, boul. Le Corbusier	<b>REPENTIGNY</b> 450-654-5337 85, boul. Brien	<b>VAUDREUIL</b> 450-510-1008 980, av. Saint-Charles
<b>BROSSARD</b> 450-923-5571 8050, boul. Taschereau O.	<b>MONTRÉAL</b> 514-278-4527 5164, av. du Parc	<b>ST. CONSTANT</b> 450-633-1555 380, route 132	
<b>CHÂTEAUGUAY</b> 450-691-4240 152, boul. St.-Jean-Baptiste	<b>MONTRÉAL</b> 514-277-6229 5800, rue St-Hubert	<b>ST. EUSTACHE</b> 450-623-5146 117, boul. Arthur Sauvé	
<b>LACHENAIE</b> 450-471-5400 1313, montée Masson	<b>N.D.G.</b> 514-369-1860 5201, rue Sherbrooke O.	<b>ST. JÉRÔME</b> 450-431-7366 30, rue Bélanger	

**CENTRES DE LIQUIDATION:** BROSSARD: 8050, boul. Taschereau O. 450-923-5571 LACHENAIE: 1313, montée Masson 450-471-5400 OUEST DE L'ÎLE: 15634, boul. Gouin O. 514-620-7155 ST-LÉONARD: 5836, boul. Métropolitain E. 514-251-5300

**www.matelasbonheur.ca** UN SEUL NUMÉRO À COMPOSER POUR LE MAGASIN LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS **1-877-266-4387**

## POLITIQUE

ÉTHIQUES, LES SABLES BITUMINEUX?

# À peine nommé, Peter Kent est déjà dans l'embarras

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — **Sitôt nommé, le nouveau ministre de l'Environnement soulève les foudres des environnementalistes et des partis de l'opposition, qui craignent le retour à la ligne dure, notamment dans le dossier des sables bitumineux.**

Dans une entrevue accordée au quotidien *Calgary Herald*, mercredi, Peter Kent, nouveau détenteur du portefeuille de l'Environnement, a affirmé que les sables bitumineux avaient été diabolisés à tort et qu'il s'agissait en réalité d'un « pétrole éthique ».

« Il y a eu beaucoup de désinformation et de renseignements complètement erronés. C'est une ressource légitime qui a été diabolisée », expliquait alors le ministre Kent, dans l'une de ses toutes premières déclarations depuis sa nomination, mardi.

« C'est du pétrole éthique, c'est une production réglementée. Et c'est du pétrole dont l'approvisionnement est sûr, dans un monde où les sources de pétrole dans certains pays sont moins sûres », ajoutait-il dans son entrevue au quotidien albertain,

faisant écho aux arguments du commentateur de droite Ezra Levant, qui a publié en septembre dernier un livre intitulé *Ethical Oil*, défendant l'industrie canadienne des sables bitumineux.

« Une catastrophe »

« C'est une catastrophe d'avoir un ministre dans un dossier aussi important, en train de dire de telles sottises. C'est scandaleux », rétorque le leader adjoint du NPD, Thomas Mulcair.

« Est-ce que la manière d'exploiter les sables bitumineux est éthique? La réponse, c'est non. Il n'y a aucune moralité

« C'est une catastrophe d'avoir un ministre dans un dossier aussi important, en train de dire de telles sottises. C'est scandaleux. » — Thomas Mulcair, leader adjoint du NPD

à laisser aux générations futures le soin de nettoyer notre dégât, estime M. Mulcair. Les problèmes, qui sont en train d'être causés par la manière d'exploiter les sables bitumineux, sont l'antithèse du développement durable, au niveau environnemental, économique et social. »

Pour le critique du Bloc québécois en environnement, Bernard Bigras, la nomination de Peter Kent, qui semble, après ces premières déclarations, servir de « faire-valoir » de M. Harper pour ses politiques environnementales, constitue « un recul » par rapport à Jim Prentice, qui a quitté précipitamment la politique au début du mois de novembre.

Même s'il critiquait ouvertement l'ancien ministre de l'Environnement, M. Bigras juge que M. Prentice « tentait, au moins à l'intérieur du cabinet, de faire avancer la question des changements climatiques ».

« On a l'impression que ce remaniement ministériel visait à ramener la ligne dure au sein du gouvernement en matière d'environnement », souligne M. Bigras.

Même son de cloche pour M. Mulcair, qui considère le nouveau ministre comme un « junior » qui n'aura pas

beaucoup de liberté d'action dans ce gouvernement, à la veille d'une éventuelle campagne électorale durant laquelle les conservateurs tenteront de plaier à leur base.

« Il n'y a aucun danger pour que Peter Kent se pose quelque question que ce soit, il va tout simplement lire les lignes qui lui sont écrites par le bureau du premier ministre », conclut le député néo-démocrate.

Plus nuancé, le critique en matière de ressources naturelles du Parti libéral, Denis Coderre, estime que le pétrole issu des sables bitumineux est une « ressource stratégique » pour le Canada, mais ne va pas jusqu'à qualifier la production d'« éthique ».

**Le Canada ne suivra pas la nouvelle réglementation**

« C'est regrettable d'essayer de créer un débat d'étiquette, plutôt que de vraiment protéger et la ressource, et l'environnement, soutient M. Coderre, qui continue de reprocher au gouvernement l'absence de plan pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). On peut faire un débat qui permette de s'assurer que cette ressource stratégique puisse être utilisée

à bon escient et pas à n'importe quel prix. »

Pour les environnementalistes, la déclaration du ministre Kent n'est pas surprenante. « On a un nouveau ministre des sables bitumineux, un autre, parce qu'on n'a plus vraiment au Canada de ministre de l'Environnement depuis longtemps, déplore Steven Guilbeault, d'Équiterre. On a des ministres qui sont là pour défendre les intérêts économiques et défendre certains des plus grands pollueurs, comme les sables bitumineux. » Il n'existe toujours pas, au Canada, de réglementation pour limiter les émissions de GES dans cette industrie, ajoute-t-il.

Simon Dyer, de l'Institut Pembina, rappelle quant à lui que trois récents rapports, dont un provenant d'un comité d'experts mis sur pied par l'ex-ministre Prentice, ont tous indiqué qu'il y avait d'importantes lacunes dans la gestion de la production des sables bitumineux.

« Si le gouvernement veut démontrer son sérieux, il faut qu'il s'attaque aux problèmes, plutôt que de lancer une campagne de relations publiques qui ne marchera pas. C'est une perte d'argent », conclut M. Dyer.

Par ailleurs, sur les ondes de CBC, hier soir, le ministre Kent a laissé entendre que le Canada ne suivrait pas la nouvelle réglementation américaine sur la limitation des émissions des nouvelles constructions industrielles, puisque la situation des deux pays « est trop différente ». Le gouvernement conservateur martèle depuis des mois qu'il doit harmoniser ses politiques avec son voisin du Sud, pour des raisons économiques.



PHOTO GRAHAM HUGUES, LA PRESSE CANADIENNE

Stephen Harper était dans les Cantons-de-l'Est, hier, où il a annoncé un important investissement de 25 millions de la société papetière Domtar à son usine de Windsor. Voir l'article à ce sujet en page 5 du cahier *La Presse Affaires*.

## Stephen Harper annonce un budget aux choix difficiles

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Le prochain budget ne comprendra pas de coupes draconiennes, mais il faudra faire des choix, a prévenu, hier, le premier ministre Stephen Harper, de passage à Windsor, au Québec.

« La stratégie pour les cinq prochaines années, c'est de limiter la croissance des dépenses, de concentrer les nouvelles dépenses sur ce qui a un impact réel sur la création d'emplois et la croissance économique, a expliqué M. Harper. Mais ça ne veut pas dire qu'il n'y aura pas des choix à faire. Soyons clairs: certaines choses seront

réduites. Mais est-ce qu'il est question de coupes drastiques? Ce n'est pas l'approche de notre gouvernement. »

Les transferts aux provinces ne seront en aucun cas touchés, a-t-il martelé, faisant écho aux propos répétés par son ministre des Finances, Jim Flaherty.

« Il n'est pas question de couper les transferts en santé et en éducation. Ces choses-là sont protégées », a dit le premier ministre.

« Il n'est pas question de couper les transferts en santé et en éducation. Ces choses-là sont protégées », a dit le premier ministre, répondant aux questions des journalistes à Windsor, en Estrie, où il a annoncé une subvention à l'entreprise forestière Domtar, pour améliorer l'efficacité énergétique de son usine.

L'objectif, a-t-il ajouté, est de réduire le déficit annuel, de près de 56 milliards en 2009-2010, pour éventuellement revenir à l'équilibre

budgetaire, en 2015. « Ce sera un budget ciblé sur l'économie, sur la prochaine étape de notre plan d'action économique, a souligné M. Harper. La grande majorité de nos programmes de relance de stimulus seront terminés très vite, et maintenant c'est nécessaire de continuer à soutenir la création d'emplois dans notre économie, mais d'une façon qui va réduire le déficit. Et ça, c'est le grand défi pour notre gouvernement. »

M. Harper a tenu par la suite des consultations à Victoriaville, en après-midi, à quelques semaines de la présentation d'un nouvel exercice financier qui pourrait s'avérer crucial, étant donné la fragile reprise de l'économie et la menace à peine voilée de l'opposition à Ottawa de déclencher des élections si le budget ne satisfait pas à ses attentes.

Le premier ministre n'a pas voulu s'avancer sur la date à laquelle serait présenté ce budget 2011-2012 par le ministre des Finances. Mais il a indiqué que la date serait annoncée par M. Flaherty peu après la reprise des travaux parlementaires, prévue pour le 31 janvier.

## Des sénateurs dépensiers

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Les dépenses des sénateurs ont été rendues publiques pour la première fois, cette semaine. L'exercice, qui sera dorénavant repris tous les trois mois, se veut une tentative de transparence de la Chambre haute.

Les données publiées sur le site web du Parlement ont ainsi permis de confirmer que le sénateur québécois Raymond Lavigne, banni de son caucus et de l'enceinte du Sénat en attendant une décision judiciaire sur des accusations criminelles, continue à réclamer des frais de toutes sortes aux contribuables canadiens.

Au cours des trois derniers mois, M. Lavigne a demandé le remboursement de plus de 7000\$ en frais de déplacement et de près de 5000\$ en frais de subsistance et de logement à Ottawa. Ces sommes s'ajoutent à son salaire de plus de 130 000\$ par année.

Le sénateur et ancien député de Verdun n'a pas rappelé *La Presse*. La première page de son site web personnel affiche tout de même une explication: « Selon le règlement du Sénat du Canada, le sénateur Raymond Lavigne participe à des engagements publics à travers le pays », peut-on lire.

La page « engagements publics » de son site contient entre autres des photos de l'ouverture d'un magasin IGA et de sa rencontre avec des artistes québécois, lors de leur visite au Parlement il y a quelques semaines.

M. Lavigne fait face à des accusations de fraude, d'abus de confiance et d'entrave à la justice. Il aurait notamment chargé un adjoint de couper des arbres sur sa propriété de Wakefield, en Outaouais. Un jugement devrait être rendu d'ici un mois.

**Nominations de Harper**

Les sénateurs nouvellement nommés par Stephen Harper ne brillent pas davantage pour leur frugalité, au contraire.

Pourtant, le premier ministre s'est toujours montré critique quant à la pertinence de l'institution.

Ainsi, la sénatrice aux dépenses les plus élevées lors du dernier trimestre (1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre) est l'une de ses nominations: Elizabeth Marshall, avec un total de près de 85 000\$. Dans son cas, ce sont les frais de déplacement hebdomadaires entre Ottawa et sa province de Terre-Neuve qui ont coûté cher: 50 000\$. Jointe par *La Presse*, elle n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi ils étaient à ce point considérables.

De même, le sénateur québécois qui affiche les dépenses les plus élevées a aussi été nommé par Stephen Harper. Pierre-Hugues Boisvenu a dépensé près de 56 000\$.

À son bureau, on a expliqué que ses fonctions de porte-parole francophone du gouvernement Harper en matière de justice l'amenaient à se déplacer énormément. On a aussi fait valoir que M. Boisvenu, ancien haut fonctionnaire à Québec, verse tout son salaire de sénateur au groupe qu'il a cofondé: l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues du Québec.

Enfin, Bert Brown, sénateur élu en Alberta et militant de longue date du « Sénat triple-E » (égal, élu, efficace), nommé à la Chambre haute en 2007 par le premier ministre Harper, figure lui aussi parmi les plus dépensiers, si l'on se fie aux rapports rendus publics. Le sénateur Brown ne nous a pas rappelés.

Les limites de dépenses pour les frais de subsistance et de logement sont de 20 000\$ par année, tandis que les frais de bureau ne doivent pas dépasser 154 200\$, ce qui inclut 5000\$ de frais d'« hospitalité ». Quant aux frais de déplacement, ils sont comptabilisés par un système complexe de points, que le comité de la régie interne s'est engagé à modifier.

## LES PLUS GOURMANDS

**Dépenses les plus élevées pour un sénateur :**

Elizabeth Marshall, sénatrice conservatrice de Terre-Neuve-et-Labrador  
> Frais de bureau : 27 187 \$  
> Frais de subsistance dans la capitale : 3 188 \$  
> Déplacements réguliers : 54 410 \$  
**Total : 84 785 \$**

**Dépenses les plus élevées pour un sénateur du Québec :**

Pierre-Hugues Boisvenu, sénateur conservateur du Québec  
> Frais de bureau : 36 996 \$  
> Frais de subsistance dans la capitale : 7 418 \$  
> Frais de déplacement : 12 036 \$

**Total : 56 450 \$**

### Erratum

Dans l'annonce publiée à la page 12 du cahier « Mes Choix 2011 ». Deux erreurs de frappe se sont glissées. Il aurait fallu lire : **vous aideront à pousser votre audace et à développer votre créativité, ainsi qu'une série de cours personnalisés dans plusieurs disciplines :**

Désolé pour les inconvenients.

**Studio Couleur d'Art,**  
école artistique

## ACTUALITÉS

Site web jugé non conforme

## Les libéraux fédéraux railent les conservateurs

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement Harper soutient qu'un haut fonctionnaire lui a donné le feu vert pour mettre en ligne un site internet sans tenir compte des règlements fédéraux qui régissent l'apparence des sites gouvernementaux.

Les conservateurs ont cependant refusé de présenter des preuves tangibles de l'exemption qui leur aurait été consentie dans le cas du site sur le Plan d'action économique du Canada.

Les preuves documentaires ne figurent pas non plus parmi les centaines de pages de notes, de brouillons et de courriels qui ont été obtenus par La Presse Canadienne en vertu de la Loi sur l'accès à l'information à l'issue d'une demande qui a mis plus d'un an à aboutir.

En fait, selon les documents, le dirigeant du Conseil du Trésor a écrit noir sur blanc, le 1<sup>er</sup> octobre 2009, que la demande d'exemption aux normes d'«uniformisation de la présentation et de l'exploitation» devrait être refusée.

Le site clinquant, qui regorge de photos de Stephen Harper, a été critiqué pour son apparence partisane. Hier, les libéraux ont déclaré que le Parti conservateur devrait remettre aux contribuables les 45 millions qui ont été dépensés pour ce site. La porte-parole libérale Siobhan Coady a produit une facture fictive afin de tourner en dérision les gestes du gouvernement Harper.

Le directeur des communications du premier ministre Harper, Dimitri Soudas, a rétorqué le même jour, dans un courriel, que «les conservateurs disent que les libéraux devraient rembourser les contribuables pour l'argent qui a été volé dans le scandale des commandites».

Selon les documents obtenus par La Presse Canadienne, le Conseil privé – le ministère du premier ministre – , avait passé quatre mois, en 2009, à tenter de convaincre le Conseil du Trésor de lui accorder des exemptions aux nouveaux règlements. Les fonctionnaires n'avaient jamais accepté de donner leur assentiment.

## NOTRE VIDÉO &gt; 200 TONNES DE SAPIN EN POUSSIÈRE



## SUR CYBERPRESSE.CA/SAPINSNOEL

Les arrondissements de la Ville de Montréal ont commencé cette semaine la collecte des sapins de Noël naturels. Au total, environ 250 000 conifères seront déchetés au Complexe environnemental Saint-Michel. Voyez où et comment sont recyclés les sapins de Montréal dans le reportage vidéo d'Isabelle Audet, de David Boily et Martin Chamberland.

## PIQUE-NIQUE AVEC UN OURS BLANC

## Les images font frémir les biologistes

CHARLES CÔTÉ

La vidéo a fait le tour du monde cette semaine : l'explorateur norvégien Ragnar Thorseth qui sert des tartines de saumon fumé à un ours polaire à bord de son navire, lors d'une expédition dans l'archipel du Svalbard.

La biologiste Christine Gagnon, qui s'occupe des ours polaires au Zoo sauvage de Saint-Félicien, a frémi en voyant ces images.

«La pire chose qu'on peut faire pour un animal sauvage, c'est de faire en sorte qu'il associe l'humain à une source de nourriture», dit-elle. Un message souvent répété, mais mal compris par le public qui fréquente les parcs nationaux.

Le parc du Mont-Tremblant est aux prises avec des loups qui s'approchent de plus en plus des humains parce que des campeurs nourrissent leurs proies, les cerfs de Virginie.

Et dans bien des parcs, les agents de la faune doivent capturer des ours noirs pour les éloigner des campings où ils trouvent trop souvent de la nourriture.

«Un trait des animaux sauvages est leur lutte de tous les instants pour se nourrir, dit Claude Pelletier, biologiste au parc national des Monts-Valin. Dès qu'on leur fournit une source de nourriture artificielle, on change leur comportement. Ils s'attachent très fortement à cette nouvelle source.»

Plus grave encore, en nourrissant

un animal sauvage, on le condamne souvent à mort.

«Le gros problème, c'est que les animaux se retrouvent dans notre entourage, dit M. Pelletier. Ils perdent leur crainte naturelle de l'homme et prennent plus de risques. Ces animaux doivent être déplacés ou si c'est trop problématique, ils doivent être abattus. On a des protocoles pour faire en sorte que l'animal ne soit jamais familiarisé, mais c'est plus facile à prévenir qu'à corriger.»

C'est aussi vrai avec l'ours polaire, le plus grand prédateur terrestre de la planète. Le Zoo de Saint-Félicien en a quatre, dont deux bébés nés l'an dernier.

L'ours blanc est déjà susceptible d'attaquer l'humain, mais s'il croit en plus trouver chez l'homme une source facile de nourriture, il devient encore plus dangereux et plus susceptible d'être abattu.

«Nous, jamais on n'a de contact direct avec les ours, dit M<sup>me</sup> Gagnon. Le gardien dépose de la nourriture dans des tiroirs dans l'enclos de nuit avant leur entrée.»

Elle affirme que les mêmes précautions sont prises à Churchill, au Manitoba, capitale mondiale d'observation des ours blancs.

«J'étais à Churchill à la fin septembre dans le Tundra Buggy, et on nous avertit que la première personne qui jette n'importe quel objet, surtout de la nourriture, est reconduite en ville, même si elle a payé 7500 \$.»

et les gens ont l'impression de tous faire face seuls à un bulldozer du gouvernement Charest, que ce soit la réforme de la Loi sur les mines, le gaz de schiste, la rénovation de la centrale Gentilly ou les projets de mine d'uranium à Sept-Îles. Quand on voit le niveau de cynisme et le sentiment d'impuissance, il pourrait y avoir un désengagement total ou encore des réactions violentes. L'idée est de rassembler tout le monde afin de canaliser les énergies. Il y aura donc une grande marche avec comme idée principale un moratoire sur le gaz de schiste, mais dans le but d'avoir un débat sur les ressources naturelles.»

— Charles Côté

## EN BREF

## Gaz de schiste : une marche en préparation

Après avoir recueilli 118 000 signatures pour une pétition, le mouvement pour un moratoire sur l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste prépare une grande marche et ouvre le débat sur l'ensemble des dossiers énergétiques et miniers. Une rencontre de mobilisation a eu lieu à Trois-Rivières mercredi, indique Daniel Breton, du mouvement Maître chez nous 21<sup>e</sup> siècle. «Des groupes de mobilisation de toutes les régions y ont participé, dit M. Breton. Il y a plusieurs dossiers en même temps



## Fermeté du tissu du cou

## Derma-Lifte COLOSTRUM

contre les outrages

du temps,

combat

l'apparence

des

rides



Achetez une Crème  
**COLOSTRUM**  
et recevez une 2<sup>e</sup> tout à fait  
**GRATUITEMENT**\*

Le relâchement des tissus de la peau survient à un certain moment de la vie. **Derma-Lifte COLOSTRUM** une crème antirides peut donner au cou une apparence plus ferme.

**Derma-Lifte COLOSTRUM** a créé une préparation crémeuse à base de **COLOSTRUM**, pour rehausser l'apparence de la peau du cou. Votre peau paraîtra plus jeune et plus lisse.

Les recherches ont montré que le **COLOSTRUM** possède une multitude de bénéfices, incluant des facteurs épidermiques qui donnent à la peau une apparence revitalisée et raffermie. Son rôle est de renverser l'apparence des signes du vieillissement de la peau et améliorer son élasticité.

Le **COLOSTRUM** renferme 250 substances et se présente comme un des plus forts éléments de la nature.\*\*

Les effets combinés du **COLOSTRUM** sont une véritable ressource pour l'épiderme et ont une influence profonde sur l'aspect, la texture, et la FERMETÉ de la peau du cou. **Derma-Lifte COLOSTRUM** exerce donc ses effets par le cheminement de ses facteurs d'afflux au sein du tissu cutané.

De plus, **Derma-Lifte COLOSTRUM**, en reconnaissant l'importance de la richesse des facteurs du **COLOSTRUM** pour l'homéostasie cutanée, parvient à redonner une belle apparence à la peau en subvenant aux besoins des acteurs pivots de celle-ci. Des acteurs dont le rôle est de retarder les signes, l'aspect et la visibilité des outrages du temps.

\*\*Référence: convention of the American College for Advancement in Medicine.

En vigueur du samedi 8 janvier  
au mardi 11 janvier 2011\*

Derma-Life<sup>MD</sup> Colostrum : Ingrédients INCI déposés

## Disponible aux endroits suivants :

\* Jusqu'à épuisement de l'inventaire

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon est, Montréal 514 279-3709 www.johanneverdon.com	Espace Santé Beauté Johanne Verdon Centre Laval 1600, boul. Le Corbusier, Laval 450 688-5455	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1108, boul. St-Joseph, Terrasses Des Lilas Drummondville 819 850-1705
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Ste-Foy 418 656-1266	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord Repentigny 450 657-2032	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 145A, boul. des Promenades, St-Bruno 450 653-6009 (Promenades St-Bruno)
Boutique Luc Mathieu 5455, boul. des Forges, Trois-Rivières 819 378-7777	Boutique Luc Mathieu 2522, rue King Ouest, Sherbrooke 819 823-3322	Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale ouest, Magog 819 868-3368
Vitavie au naturel 3333, boul. du Carrefour Promenade Beauport 418 667-0070	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341-A, boul. Saint-Joseph, Gatineau 819 770-3645	Bio-Actif inc. Heures d'ouverture restreintes 880, rue Michèle-Bohec, Blainville 450 979-2506
Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu ligne sans frais: 1 877 511-3368 www.boutiquesantelucmathieu.com	Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy, Lévis 418 833-5933	Ferti 2000: commandes postales Tél.: 514 272-1365. Ligne extérieure: 1 800 272-1365 • Lundi au vendredi 9h à 17h • Samedi et dimanche 8h30 à 17h



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

En avril dernier, une élue de Québec a lancé un projet pour venir en aide aux sinistrés du séisme en Haïti. Ce n'est toutefois qu'en octobre qu'une cargaison humanitaire a quitté Québec. Depuis deux mois, elle se trouve à Port-au-Prince (photo).

# Le long périple d'une cargaison humanitaire

## Des tentes et du matériel médical offerts par la Ville de Québec dorment depuis plus de deux mois dans un conteneur à Port-au-Prince

LE SOLEIL

Un an après le séisme en Haïti, les tentes et le matériel médical envoyés par la Ville de Québec n'ont pas encore atteint les sinistrés, a appris *Le Soleil*. La cargaison est pourtant arrivée il y a plus de deux mois dans l'île dévastée, mais dort depuis dans un conteneur sur les quais de Port-au-Prince. Histoire d'un long voyage.

En avril dernier, l'élue municipale Odette Simoneau lance un projet pour venir en aide aux sinistrés du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Plutôt que de se contenter de classiques dons en argent, elle décide d'adopter un quartier de Port-au-Prince, Delmas, pour aider à sa reconstruction.

Le mois suivant, M<sup>me</sup> Simoneau organise une collecte de tentes pour offrir un abri de fortune aux centaines de milliers d'Haïtiens laissés sans toit par le séisme. Même si 225 tentes ont été rassemblées en juin, il a néanmoins fallu attendre octobre avant de les expédier par voie maritime en Haïti. Une campagne de financement

a été lancée pour réunir les 8000 \$ nécessaires à l'envoi du matériel.

Les tentes ont finalement été chargées dans un conteneur qui a quitté la Vieille Capitale le 10 octobre à bord d'un navire affrété par Collaboration Santé Internationale (CSI), ONG de Québec spécialisée dans le transport de matériel médical. La cargaison a gagné Port-au-Prince trois semaines plus tard. Depuis, elle demeure inaccessible.

**Au lendemain du séisme, le gouvernement haïtien avait suspendu ses règles aux douanes pour faciliter l'arrivée de dons de matériel humanitaire. Mais depuis, ces mesures ont été resserrées.**

« J'espère que ça ne prendra pas l'humidité et que ce ne sera pas bon à jeter quand ils vont ouvrir tout ça. » Odette Simoneau est inquiète. La

responsable de la collecte de tentes à Québec estime toutefois que de tels retards sont inévitables quand vient le temps d'aider un pays sinistré.

Chargé de la récupération puis de la distribution du matériel, le président du Club Rotary de Delmas, Hervé Denis, dit éprouver de la difficulté à dédouaner le conteneur. « Oui, ça prend du temps: il y a l'expédition, puis les trasseries administratives », se désole-t-il, joint à l'hôtel qu'il possède à Port-au-Prince.

Au lendemain du séisme, le gouvernement haïtien avait suspendu ses règles aux douanes pour faciliter l'arrivée de dons de matériel humanitaire. Mais depuis, ces mesures ont été resserrées. Si bien que le Club Rotary de Delmas doit maintenant produire la liste détaillée de tous les biens du conteneur, le connaissance, dans le jargon maritime. « C'est compliqué et ça fait perdre du temps », déplore M. Denis qui tente depuis deux mois d'avoir accès à la cargaison.

Chez CSI, on ne s'étonne pas de savoir que le conteneur

n'a toujours pas été dédouané. « Ça arrive souvent. Ça peut prendre plusieurs mois », signale la responsable du transfert des tentes de l'ONG, jointe par *Le Soleil*.

Outre les problèmes de dédouanement, le retard peut également s'expliquer par les lourds dommages subis au port de Port-au-Prince lors du séisme. Celui-ci a beau avoir été réparé en priorité pour faciliter l'acheminement de matériel en Haïti,

sa capacité d'accueil demeure encore limitée.

**La reconstruction retardée**

La difficulté d'un simple envoi de tentes illustre tous les problèmes minant la reconstruction d'Haïti, constate Hervé Denis. « Il y a très peu de construction, au grand désespoir de tous parce qu'on aimerait bien sortir les gens des tentes. On n'est pas encore au rythme auquel on aimerait être », dit celui qui se décrit néanmoins comme très optimiste. « Je dis souvent que les occasions sont grandes dans ce pays. C'est quand tout est détruit qu'on peut tout construire. »

N'empêche, le projet de reconstruction d'une école de métiers que souhaite financer l'arrondissement Charlesbourg, à Québec, risque d'être considérablement retardé. « La mairie de Port-au-Prince a trouvé un terrain, mais les circonstances ont fait que les choses sont retardées. Nous n'avons pas seulement eu comme malheur le tremblement de terre. Il y a eu depuis les ouragans, les problèmes électoraux et finalement le choléra », rappelle Hervé Denis.

## CHOLÉRA: UN MANQUE DE FONDS HONTEUX, DIT L'ONU

Il est « honteux » que l'appel de l'ONU pour lutter contre le choléra en Haïti soit financé à seulement 25 %, s'est scandalisée hier la porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), Elisabeth Byrs. « Sur les 174 millions de dollars, l'ONU n'a reçu que 44 millions, soit 25 % des fonds demandés (contre 20 % début décembre), alors que c'est l'urgence des urgences », a expliqué M<sup>me</sup> Byrs, interrogée par l'AFP. Cette maladie hautement contagieuse, qui a fait plus de 3330 morts depuis son apparition à la mi-octobre, selon le

dernier bilan du ministère de la Santé haïtien arrêté au 26 décembre, peut tuer en quelques heures si le malade n'est pas réhydraté. « C'est honteux que l'on ait aussi peu d'argent pour une maladie qui actuellement tue comme l'éclair, car les personnes n'ont pas de sels de réhydratation », a déclaré M<sup>me</sup> Byrs. Quelque 150 000 cas ont été recensés dans le pays. L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) avait indiqué à la fin novembre qu'il pourrait y avoir jusqu'à 400 000 cas de choléra au cours des 12 prochains mois.

— AFP

# Le Noël des coptes célébré dans le calme

DAPHNÉ CAMERON

Du Caire à Montréal, la célébration du Noël des coptes s'est déroulée dans la paix hier, malgré une ambiance de tristesse et de douleur.

À l'église Saint-Marc, dans le quartier Villeray, une centaine de fidèles s'étaient rassemblés hier soir pour assister à la messe du Noël orthodoxe. La soirée s'est déroulée dans le calme sans présence policière visible. Un gardien de sécurité privé filtrait cependant les croyants qui entraient dans le lieu de culte.

Les membres de la communauté copte de Montréal vivent dans la crainte depuis l'attentat d'Alexandrie, survenu dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier. Ce soir-là, environ 23 Égyptiens de confession copte ont trouvé la mort et 79 autres ont été blessés dans un attentat sanglant qui s'est produit à la sortie d'une messe.

L'attaque n'a pas été revendiquée, mais un communiqué incitant les musulmans à faire « exploser » des églises coptes circule depuis quelques jours sur des sites islamistes radicaux. La tension était d'autant plus grande hier car le nom, la photo et les coordonnées de 100 coptes du Canada ont récemment été publiés sur un site web considéré comme le porte-voix d'Al-Qaïda.



PHOTO PAUL SCHEMM, AP

Des policiers forment un cordon de sécurité à deux pas de l'église d'Alexandrie qui a été la cible d'un attentat meurtrier dans la nuit du Nouvel An.

« Le terrorisme ne connaît pas de limites, il peut frapper n'importe où », a fait remarquer un Montréalais d'origine égyptienne venu célébrer Noël hier soir. « Nous sommes fâchés, tristes et fatigués d'être persécutés de la sorte, mais notre foi est très forte, alors nous ne vivons pas dans la peur. »

« Les auteurs de l'attentat ont tué notre joie de Noël », a ajouté Ihab, un homme d'une quarantaine d'années. « Ce soir, nos prières seront destinées aux personnes qui ont perdu des proches dans l'attentat. »

Ailleurs au Canada, certaines églises ont décidé d'annuler les volets festifs de la célébration, en solidarité avec les victimes

de l'attentat. À Toronto par exemple, les églises Ti Agia Maria et Saint-Demiana ont indiqué hier qu'il n'y aurait pas de banquet traditionnel ou d'activités pour les enfants après la messe de Noël. À Longueuil, sur la Rive-Sud de Montréal, l'église copte orthodoxe de la Vierge Marie a décidé d'offrir les sommes qu'elle aurait

dépensées pour des jeux et des festivités aux familles des victimes en Égypte.

**Retour sur les lieux du drame**

En Égypte, berceau de la religion copte, les célébrations de Noël se sont déroulées sous haute surveillance policière. Selon les autorités, près de 70 000 agents ont été mobilisés pour assurer la protection près des églises.

Les coptes forment la plus importante population chrétienne au Proche et au Moyen-Orient. Ils représentent environ 9 % des 83 millions d'Égyptiens.

Les coptes orthodoxes d'Alexandrie sont retournés hier soir dans l'église visée par l'attentat sanglant il y a moins d'une semaine pour une messe de Noël. Des centaines de fidèles se sont rendus à l'église des Saints sous la surveillance de dizaines de policiers et de véhicules de l'anti-émeute.

Au Caire, une messe a été célébrée à la grande cathédrale d'Abbassiya. Le quartier de la cathédrale était bouclé par un important dispositif de sécurité comprenant 3000 policiers, et l'identité des fidèles était vérifiée par la police.

Avec La Presse Canadienne, Agence France-Presse et Associated Press

William Daley, nouveau chef de cabinet de Barack Obama

# Un poids lourd de Wall Street à la Maison-Blanche

Barack Obama a entrepris hier un remaniement de son équipe à la Maison-Blanche en nommant William Daley au poste de chef de cabinet, un choix qui a réjoui le monde des affaires et consterné certains partisans progressistes du président.



RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Apôtre du centrisme, le nouveau chef de cabinet de la Maison-Blanche, William Daley, a déjà exprimé de sérieuses réserves concernant deux des plus importantes réalisations de Barack Obama.

« L'élection de 2008 a envoyé un message selon lequel, après 30 années d'un gouvernement de centre droit, nous étions passés au centre gauche – pas à gauche », a déclaré cet ancien membre de l'administration Clinton au plus fort de la controverse entourant la réforme du système de santé voulue par son nouveau patron.

Au moment de formuler cette critique, William Daley faisait partie de la haute direction de JP Morgan Chase, deuxième en importance parmi les plus grandes banques américaines. De cette position, cet avocat de formation a également exercé de vaines pressions auprès de la Maison-Blanche pour



Barack Obama accueille William Daley comme chef de cabinet. Un geste qui réjouit le milieu des affaires, mais qui déçoit les partisans les plus progressistes du président.

PHOTO LARRY DOWNING, REUTERS

éliminer de la réforme de Wall Street, une disposition chère à Barack Obama.

De toute évidence, le président démocrate n'est pas rancunier. En nommant William Daley au poste de chef de cabinet, il a fourni hier une autre illustration de son pragmatisme. Après la raclée essuyée par son parti lors des élections de mi-mandat, il a choisi un poids lourd dont l'expérience et la stature sont susceptibles de rassurer à la fois le monde des affaires, qui s'est souvent plaint de l'attitude de la Maison-Blanche à son égard, et

l'opposition républicaine au Congrès. Celle-ci aura, au 1600, Pennsylvania Avenue, un interlocuteur réputé non seulement pour son talent de négociateur, mais également pour son affabilité.

## Troupes divisées

« Voilà une nomination de poids », a déclaré Tom Donahue, président de la Chambre de commerce des États-Unis, un des critiques les plus féroces de la Maison-Blanche depuis deux ans.

Les partisans les plus progressistes de Barack Obama ont cependant déjà dénoncé l'arrivée d'un proche de Wall

Street qui a joué un rôle de premier plan au sein de l'administration Clinton dans la négociation et le passage de l'Accord de libre-échange nord-américain. Âgé de 62 ans, William Daley a également servi comme secrétaire au Commerce lors du deuxième mandat de Bill Clinton à la Maison-Blanche avant de devenir vice-président d'une société d'investissement et président de la société de télécommunications SBC.

Passé en 2004 à la banque d'affaires JP Morgan Chase, où il touche au moins 5 millions de dollars par

année, Daley siège au sein de plusieurs conseils d'administration, dont ceux de l'avionneur Boeing et du géant pharmaceutique Abbot Laboratories.

« C'est une véritable erreur de la part de la Maison-Blanche », a déclaré Adam Green, cofondateur d'un des plus importants groupes progressistes américains. « Bill Daley recommande toujours au Parti démocrate d'adhérer à un programme fait sur mesure pour le monde des affaires qui aliène à la fois les indépendants et démocrates. »

Mais Barack Obama a défendu son choix avec vigueur lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche.

« William Daley a une profonde compréhension des mécanismes du marché du travail et des moyens de dynamiser notre économie », a déclaré le président, dont la réélection en 2012 tiendra en grande partie à sa gestion économique au cours des deux prochaines années.

Issu d'une puissante dynastie politique de Chicago, William Daley est le frère cadet de Richard Daley, qui est maire de cette ville depuis 1989, un poste que son père a également occupé de 1955 à 1976. Il succédera à Pete Rouse, qui avait remplacé à titre intérimaire le premier chef de cabinet de Barack Obama, Rahm Emanuel, qui brigue aujourd'hui la mairie de Chicago.

À titre de chef de cabinet, William Daley deviendra le bras droit de Barack Obama et régnera sur l'aile ouest de la Maison-Blanche, où travaillent les principaux collaborateurs du président. Même s'il a vu le jour à Chicago, ville où Obama a longtemps vécu, il n'a jamais noué de liens intimes avec celui-ci.

Le choix de William Daley s'inscrit dans le profond remaniement de l'équipe du président à la Maison-Blanche, qui se poursuivra demain. Gene Sperling, autre ancien membre de l'administration Clinton, devrait notamment être nommé au poste d'économiste en chef de la Maison-Blanche, ancien poste de Lawrence Summers.

# 1400 marines de plus en Afghanistan

Le Pentagone amorce néanmoins une réduction de son budget sur cinq ans

D'APRÈS L'AFP

WASHINGTON — Les États-Unis ont décidé hier d'envoyer 1400 marines supplémentaires en Afghanistan. Ils seront déployés dans le sud du pays dans le cadre de l'offensive contre les talibans pour « consolider les progrès déjà réalisés », avant une réduction programmée des forces américaines.

Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, a « approuvé l'envoi de marines en renfort afin de mettre l'ennemi sous pression durant la campagne d'hiver », a expliqué le colonel Dave Lapan, un porte-parole du Pentagone.

Selon le *Wall Street Journal*, qui cite des responsables américains, ces renforts pourraient arriver dès la mi-janvier, avant le printemps qui est propice à la reprise des combats à grande

échelle, et seront déployés dans le Sud, autour de Kandahar.

Outre les renforts de marines, l'armée américaine examine la possibilité de renforcer ses troupes sur le front, et le total des renforts pourrait atteindre 3000 hommes si ces plans sont approuvés, selon le quotidien.

## Coupes

On a par ailleurs appris hier que le Pentagone va tailler dans ses coûts et programmes d'armement afin de ralentir la croissance de son budget sur cinq ans et, sous la pression de la Maison-Blanche, va consacrer 78 milliards de dollars des économies réalisées à la réduction du déficit budgétaire.

« Le Pentagone ne peut pas se croire à l'écart de la surveillance et de la pression dont le reste du gouvernement fait l'objet », a expliqué le secrétaire à la

Défense Robert Gates au cours d'une conférence de presse. Ces économies sont douloureuses, mais « la situation budgétaire désespérée du pays et la menace qu'elle représente pour la crédibilité et l'influence de l'Amérique dans le monde ne feront qu'empirer tant que l'État fédéral n'aura pas mis de l'ordre dans ses finances », a-t-il justifié.

Contrairement à la plupart des pays européens qui réduisent leur budget militaire pour faire face à la crise, le budget américain de la Défense, qui a plus que doublé depuis 2001, continuera d'augmenter. Mais à un rythme plus faible.

Au cours des exercices budgétaires 2012 à 2016, 154 milliards de dollars vont être économisés grâce à des restructurations ou abandons de programmes d'armement et une baisse des coûts de fonctionnement.



PHOTO MASSOUD HOSSAINI, AFP

Les quelque 1400 marines promis en renfort par le Pentagone seront déployés dans le sud de l'Afghanistan.

Grande-Bretagne Mariage de William et Kate

# Limousine ou carrosse? Le pays en émoi

D'APRÈS L'AFP

LONDRES — Souci de modernité? Impératif de sécurité? Phobie des chevaux? La presse britannique, obnubilée par le mariage de William et Kate, se perdait en conjectures hier sur l'entrave au protocole voulue par la promise, qui gagnera Westminster Abbey en limousine et non en carrosse.

Les quotidiens ont avancé autant d'hypothèses que le pays compte d'experts en étiquette royale, pour tenter d'expliquer le choix de Kate Middleton d'arriver le 29 avril à l'église en voiture. Fût-ce une Rolls Royce.

La mère du prince William (la princesse Diana), sa grand-mère (la reine Élisabeth II) et son arrière-grand-mère (la « reine

mère ») ont toutes roulé carrosse, rappellent les historiens.

Le *Daily Telegraph* donne la parole à Dickie Arbiter, ancien secrétaire particulier de la reine, qui déplore un choix « inhabituel », ainsi qu'à la rédactrice en chef de *Majesty Magazine*, Ingrid Seward, qui évoque « une honte absolue ».

M<sup>me</sup> Seward explique que la décision frustrera les centaines de milliers de badauds attendus sur le parcours à Londres le jour J, décrété férié.

« Cela fait partie de l'apparat de voir la future épouse et son père dans un carrosse de verre, n'est-ce pas? Une voiture, ça n'est pas tout à fait pareil. Quelles que soient les raisons de sécurité ou autres propres à la future épouse. »

Le *Daily Mirror* cite la même experte pour avancer une idée peu recevable au pays « des amis des animaux »: « La raison pourrait être que Kate est apparemment allergique aux chevaux. »

« Au moins, elle pourra arriver sans se sentir malade », commente prosaïquement dans *The Times* Hugo Vickers, biographe des Windsor, en soulignant l'inconfort du « carrosse de verre » brinquebalant, construit en 1881, qui sert d'ordinaire aux mariages princiers.

Selon une confidence d'un conseiller anonyme, mais de haut rang du couple, dans le *Daily Express*, « elle voulait une arrivée profil bas compatible avec son statut de M<sup>lle</sup> Middleton, et un départ en splendeur digne d'une princesse. »

# MONTOIT

CE SAMEDI

TENDANCES  
ET NOUVELLES  
COULEURS  
POUR 2011

## LE TOUR DU GLOBE

## CÔTE D'IVOIRE

## Ambassadrice du Canada expulsée?

Le gouvernement Gbagbo a demandé le départ de l'ambassadrice du Canada en Côte d'Ivoire, en guise de représailles au retrait de l'accréditation de l'ambassadeur ivoirien à Ottawa, a affirmé hier un proche conseiller du président sortant. L'émisnaire de la Grande-Bretagne en Côte d'Ivoire est lui aussi menacé du même sort. Mais Ottawa, qui ne reconnaît qu'Alassane Ouattara comme président légitime de la Côte d'Ivoire, nient pas se plier à cette demande. — AFP

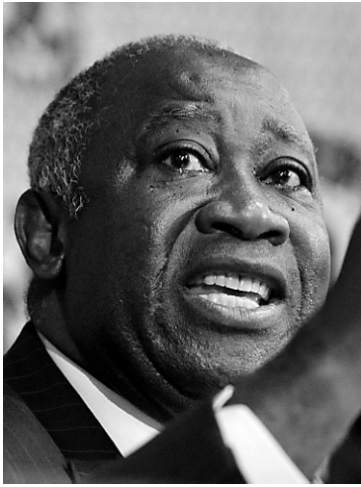


PHOTO ARCHIVES AFP  
Laurent Gbagbo

## BELGIQUE

## Le conciliateur jette l'éponge

Le sénateur belge Johan Vande Lanotte, chargé en octobre par le roi Albert II d'une mission de conciliation entre néerlandophones et francophones, a demandé à en être relevé hier, expliquant que la volonté de négocier une réforme du pays était insuffisante. Il a pris acte que cinq partis sur sept seulement ont accepté mercredi, avec des nuances, de reprendre des négociations sur la base de la note de synthèse qu'il leur avait présentée lundi. — AFP

## ISRAËL

## Séparation illégale

La Cour suprême israélienne a estimé hier qu'il est illégal d'obliger les femmes à rester dans le fond des bus destinés aux juifs ultra-orthodoxes, mais qu'il n'était pas possible d'empêcher celles qui le souhaitent de rester à l'écart des hommes. La décision met fin à plus de trois ans de bataille judiciaire entre un groupe de femmes ultra-orthodoxes et deux entreprises gérant les lignes «casher» du pays, qui obligent les femmes à porter des tenues pudiques, à monter par l'arrière et à s'asseoir au fond des bus. — AFP

## LE CHIFFRE DU JOUR

24

C'est le nombre de personnes interpellées à Moscou lors d'un rassemblement devant une prison où sont détenus plusieurs dirigeants de l'opposition, a indiqué un policier, cité par l'agence Interfax. Les militants se sont rassemblés hier pour soutenir Boris Nemtsov et d'autres opposants, dont Edouard Limonov, Konstantin Kossiakine et Iliia Iachine, arrêtés le 31 décembre en marge d'une manifestation de l'opposition. — AFP

# Le terrain de la discorde

Une controverse sur les ventes immobilières entre chrétiens et musulmans divise le Liban



PHOTO MOHAMED AZAKIR, REUTERS

À l'origine de la controverse : la vente d'un terrain de plus de 10 000 m<sup>2</sup> dans une banlieue chrétienne de Beyrouth à une association liée au Hezbollah. Ci-dessus, une messe est célébrée dans une église copte de la capitale libanaise à l'occasion du Noël orthodoxe.

Un ministre libanais vient de proposer d'interdire les ventes immobilières entre chrétiens et musulmans pour une durée déterminée. Le projet divise profondément le pays, raconte notre collaborateur à Beyrouth.

THOMAS ABRALL  
COLLABORATION SPÉCIALE

BEYROUTH — Un projet de loi du ministre libanais du Travail suscite depuis quelques jours des débats passionnés au pays du Cèdre. Le ministre a lancé tout un pavé dans la mare en proposant d'interdire pour 15 ans les transactions immobilières entre chrétiens et musulmans. Un sujet littéralement explosif.

En cas d'infraction, le projet de loi prévoit notamment une peine de 5 à 10 ans de prison.

La proposition, aussi aberrante qu'elle puisse paraître, affiche en fait un objectif bien déterminé : protéger une communauté chrétienne «en danger», en empêchant la vente de biens immobiliers chrétiens à des musulmans dans certaines régions mixtes du pays. Le but étant de préserver la «mosaïque libanaise».

Mais c'est en fait surtout la communauté chiite —où le Hezbollah jouit d'une très forte influence— qui semble visée.

La révélation, en octobre dernier, par une télévision libanaise de la vente d'un terrain de plus de 10 000 m<sup>2</sup> dans une banlieue chrétienne de Beyrouth à une association liée au Hezbollah semble avoir précipité la réflexion du ministre.

«Il existe une offensive politique chiite qui consiste à acheter progressivement tous les terrains, à des prix supérieurs à ceux du marché, pour créer des îlots à l'intérieur des régions chrétiennes. Ce mouvement est facilité par l'afflux de capitaux pétroliers étrangers énormes», soutient le député chrétien Fouad el Saad.

## Contre la Constitution

«Si la loi est compréhensible politiquement parce qu'elle entend protéger les chrétiens, elle se heurte à la Constitution libanaise qui garantit le droit

de propriété individuel et permet à tout Libanais de résider où il veut sur le territoire», explique toutefois le député.

«La proposition de loi a été lancée par le ministre afin d'ouvrir un débat et ne prétend pas nécessairement apporter une solution définitive. Elle a de toute façon peu de chances d'être votée au Parlement», estime le politologue Sami Nader.

Les réactions au projet du ministre ont été parfois houleuses, le chef de la communauté druze Walid Joumblatt le qualifiant tout bonnement de «fou», mais dans l'ensemble, elles ont plutôt été mesurées sur un sujet pourtant aussi sensible.

**«Il existe une offensive politique chiite qui consiste à acheter progressivement tous les terrains, à des prix supérieurs à ceux du marché.»**

Les Libanais, comme leurs politiciens, sont également divisés par l'idée. «Nous n'avons plus les moyens de résister à la pression financière des musulmans. Nous risquons de devenir des réfugiés dans notre propre pays ou d'émigrer. Ce projet exprime tout haut ce que tout le monde pense tout bas», explique Najat, une habitante du quartier chrétien d'Achrafieh, à Beyrouth.

«Cette proposition est dangereuse, car elle fait pour la première fois depuis la fin de la guerre civile une distinction entre chrétiens et musulmans. Elle risque de nous monter les uns contre les autres. Nous sommes avant tout libanais, sans distinction de religion», estime au contraire Nassib, un libraire de 35 ans.

# Les Français, champions du monde du pessimisme

D'APRÈS L'AFP

PARIS — Peureux, «enfants gâtés» ou juste réalistes? Les Français, qui vivent dans l'un des pays les plus riches, sont pourtant les champions du monde du pessimisme, selon un récent sondage qui illustre une angoisse face à l'avenir et une crainte du déclassement.

«Il y a une morosité, un vrai phénomène de dépression clinique», juge ainsi le politologue Dominique Moïsi.

Cet expert à l'Institut français de relations internationales (IFRI) est circonspéct sur un sondage BVA-Gallup allant jusqu'à indiquer cette semaine que les Français sont plus pessimistes que les Afghans ou les Irakiens. Mais il estime que l'enquête illustre tout de même une réalité.

«Les Français ont très peur, ils ont le sentiment que le présent est moins bien que le passé, que le futur sera pire que le présent, que leurs

enfants ont une vie beaucoup plus difficile que la leur», dit-il.

En cause, selon de nombreux commentateurs, l'État providence, auquel les Français sont traditionnellement très attachés et qui n'est plus perçu comme protecteur face à la crise.

## Usure psychique

«Les Français se comportent face à leur État comme des adolescents face à leurs parents, avec la révolte d'un côté et la volonté de protection toujours plus grande de l'autre», analyse encore l'auteur de *La géopolitique de l'émotion*.

Le pessimisme des Français, grands consommateurs d'anti-dépresseurs, n'est pas nouveau. Mais cette tendance est exacerbée, sur fond de montée du chômage et dans un contexte social tendu, comme l'a montré la forte mobilisation l'automne dernier contre la réforme des retraites.

«On sent que les gens sont usés psychologiquement, ils sont



PHOTO STÉPHANE MAHÉ, ARCHIVES REUTERS

Le cri d'un participant lors d'une manifestation contre la réforme des retraites, en octobre dernier, à Nantes. Une photo qui résume bien le désarroi de plusieurs Français.

énervés, stressés, inquiets», constate le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye (UMP, parti de droite au pouvoir), chargé de défendre les citoyens contre les abus et les injustices. Pour lui, le pessimisme touche

surtout les classes moyennes, qui côtoient de plus en plus la précarité de l'emploi et redoutent le déclassement.

«Le mal-vivre est en train de l'emporter sur le bien-vivre à la française; les Français sont des jouisseurs, des épicuriens (...)

## DEUX JOURNALISTES EN AVION AVEC UNE ARME

Des journalistes ont déjoué les systèmes de sécurité des aéroports français de Marseille et de Roissy-Charles-de-Gaulle (à Paris), en voyageant avec un pistolet en bagage à main, dans le cadre d'un reportage diffusé hier, relançant le débat sur l'opportunité de confier la sécurité à des firmes privées. Afin d'illustrer les failles de la sécurité dans les aéroports français, dont les fouilles sont assurées par des sociétés privées, une équipe de journalistes de l'émission *Envoyé spécial* de la télévision publique France 2 a pris l'avion à deux reprises le 8 novembre 2010, à Roissy-Charles-de-Gaulle le matin pour un vol vers Nice, et à Marseille-Marignane dans la soirée pour un avion à destination de Paris, avec un pistolet de calibre 9 mm. Les agents de sécurité n'ont pas décelé l'arme, démontée en plusieurs parties, et placée dans deux bagages à main différents. Pendant le vol de retour, l'une des journalistes s'est filmée en train de remonter l'arme dans les toilettes de l'avion. — AFP

et on voit un décalage entre les petits revenus individuels et le mal-vivre collectif», constate-t-il. Si son système de protection sociale a permis à la France de subir moins violemment la crise qu'ailleurs, le pays tarde à rebondir.



De vendredi à dimanche seulement!

**50% de rabais**

Oreiller en mousse viscoélastique

**14<sup>99</sup>**  
Ord. 29,99 \$

**Déco Découverte**



SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie

Le plus grand supermagnasin d'articles pour la cuisine, la chambre et la salle de bain au pays!

decodécouverte.com

# solde de blanc haut en couleur

le supersolde de votre supermagnasin!



**60% DE RABAIS**  
**CHOIX DE COUETTES**

Solde 23,98 \$ - 155,99 \$ Ord. 59,96 \$ - 389,99 \$

Le choix varie selon le magasin.

**59<sup>99</sup>**  
Ensembles de draps en bambou Wamsutta  
• Lit 2 places à très grand lit  
Ord. 89,99 \$ - 119,99 \$



**JUSQU'À 50% DE RABAIS**



**offre duo**

achetez-en 1, obtenez-en 1 à

**50%\* de rabais**  
**Coordonnés de salle de bain**

\*Le deuxième article doit être de valeur égale ou inférieure. Le choix varie selon le magasin. Exception : articles House & Home.

**7<sup>99</sup>** **JUSQU'À 45% DE RABAIS**

Serviettes de bain Wamsutta W, Fieldcrest et Steven & Chris  
Ord. 12,99 \$ - 14,99 \$



**60% DE RABAIS**

Draps, ensembles de draps et housses de couette en finette et en molleton GlucksteinHome et Home Studio  
Solde 7,99 \$ - 47,99 \$ Ord. 19,99 \$ - 119,99 \$



**20\$ DE RABAIS**

**99<sup>99</sup>**

Appareil Piccolo Dolce Gusto

- Prépare boissons froides ou chaudes
- Capacité de 3 tasses
- Pression de 15 bars

Ord. 119,99 \$



**Cuisinart 29<sup>99</sup> ch.**

**JUSQU'À 20\$ DE RABAIS**

- Mélangeur à main Ord. 49,99 \$
- Hachoir blanc Ord. 49,99 \$
- Cafetière 4 tasses Ord. 44,99 \$
- Cuiseur à œufs Ord. 49,99 \$
- Extracteur à jus Ord. 49,99 \$
- Grille-pain blanc 2 tranches Ord. 44,99 \$



De vendredi à dimanche seulement!

**offre duo** achetez-en 1, obtenez-en 1 à **50%\*** de rabais  
**Tous les gadgets!**

Ustensiles de cuisine, couteaux, planches à découper, bols à mélanger, mesures, contenants pour aliments et rangements pour garde-manger

\*Le deuxième article doit être de valeur égale ou inférieure. Le choix varie selon le magasin.

**50\$ DE RABAIS**

**T-FAL 249<sup>99</sup>**

Friteuse Actifry avec coupe-frites en prime (une valeur de 20 \$)  
Ord. 299,99 \$

Une cuillerée d'huile pour un kilo de délicieuses frites!



repérez le point et payez moins!

**30% DE RABAIS Meubles**

de fin de série

Le choix varie selon le magasin.

**50% DE RABAIS ADDITIONNEL**

Panneaux de rideau, stores et quincaillerie pour parures de fenêtre à prix déjà réduit

Le choix varie selon le magasin. Sur le dernier prix étiqueté.

**70% DE RABAIS ADDITIONNEL**

Literie, articles de salle de bain et linge de table House & Home à prix déjà réduit

Le choix varie selon le magasin. Sur le dernier prix étiqueté.

**70% DE RABAIS**

Produits pour le bain et le corps, articles en céramique, accessoires de cuisson, moules, linge de table, décorations, cartes et emballage de Noël

**60% DE RABAIS Literie**

de fin de série Home Studio, GlucksteinHome, Steven and Chris, DKNY, Echo, Roxy et Quicksilver

Le choix varie selon le magasin.

**SOLDE SUR MESURE!**

Découpez et économisez sur un article à prix ordinaire en magasin!

**Déco Découverte**

**20% DE RABAIS** sur un article à prix ordinaire.

ou encore mieux!

**25% DE RABAIS** sur un article à prix ordinaire lorsque vous utilisez votre carte MasterCard® Hbc† ou votre carte de crédit Hbc.



\*Pour profiter de cette offre, remettez ce bon à la caisse. Un bon par personne. Ce bon ne peut être combiné avec aucune autre offre, est valide sur la marchandise à prix ordinaire seulement et ne s'applique pas aux achats antérieurs, aux articles des rayons concédés, aux articles Dyson, Saeco, aux cartes-cadeaux Hbc et aux achats en ligne d'articles inscrits à un registre de cadeaux. Hbc se réserve le droit de refuser et de confisquer les bons qu'elle considère comme copiés, modifiés, falsifiés ou obtenus de source non autorisée. Pour tout remboursement d'achats effectués au moyen de ce bon, on déduira le montant du bon tel qu'indiqué sur le reçu de caisse. Ce bon n'a aucune valeur en espèces. ©Marque déposée de MasterCard International Incorporated, utilisée sous licence. †Marque déposée de la Compagnie de la Baie d'Hudson. En vigueur du vendredi 7 au jeudi 13 janvier 2011.



Du vendredi 7 au jeudi 13 janvier

AVIS À NOS CLIENTS : LE CHOIX ET LES MARQUES VARIENT SELON LE MAGASIN. Certains motifs, couleurs et modèles peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. BONS D'ACHAT DIFFÉRÉ ET SUBSTITUTIONS : Si un article annoncé n'est pas encore en magasin, nous vous offrirons, si possible, un article de substitution ou un bon d'achat différé. Dans certains cas (achats spéciaux, articles achat-cho, articles en liquidation, primes à l'achat d'autres articles ou articles saisonniers), les quantités peuvent être limitées, le choix peut varier selon le magasin et on ne pourra peut-être pas vous proposer un article de substitution ou vous offrir un bon d'achat différé. ■ 12.1H11 Tous les prix indiqués sont ceux de Déco Découverte. Les prix sont en vigueur du vendredi 7 au jeudi 13 janvier 2011, à moins d'avis contraire. © Marque déposée de MasterCard International Incorporated, utilisée sous licence.